



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

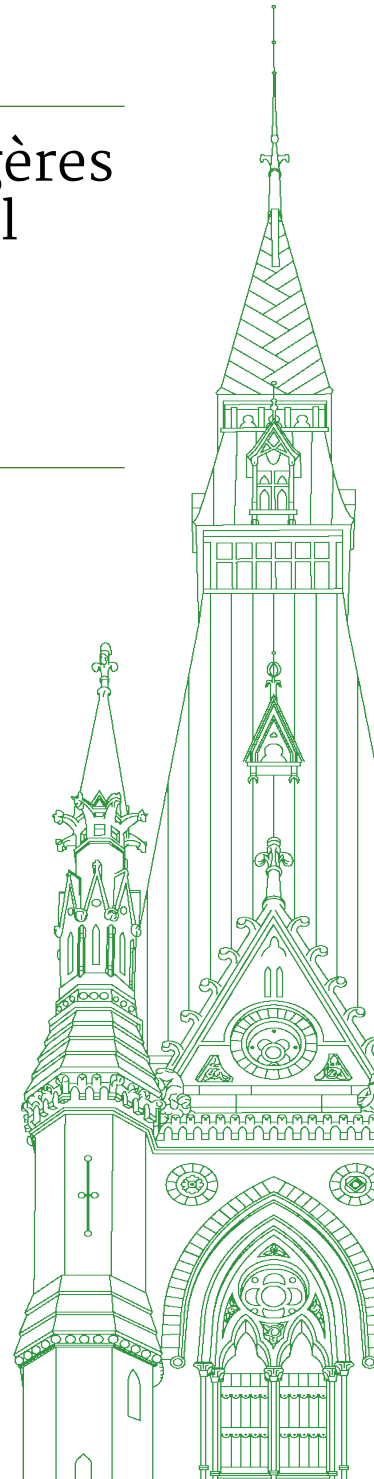
TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 038**

Le jeudi 4 juin 2026

---

Président : Ahmed Hussien





## Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 4 juin 2026

• (1535)

[Français]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC)):** Je vous souhaite la bienvenue à la 38<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 12 février 2026, le Comité se réunit pour entreprendre une révision de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.

[Traduction]

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à notre premier groupe de témoins.

Nous accueillons M. Dominique Caouette, professeur de science politique et d'études asiatiques à l'Université de Montréal, et Mme Stéphanie Martel, professeure agrégée au Département d'études politiques de l'Université Queen's.

Chaque témoin disposera de cinq minutes pour faire sa déclaration préliminaire. Nous passerons ensuite aux questions et observations des membres du Comité.

[Français]

Madame Martel, vous avez la parole.

[Traduction]

**Stéphanie Martel (professeure agrégée, Département d'études politiques, Université Queen's, à titre personnel):** Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, merci de m'avoir invitée à comparaître.

[Français]

Je ferai mes remarques en anglais, mais je pourrai répondre aux questions dans les deux langues officielles.

[Traduction]

Je ne vais pas ressasser les points déjà clairement soulevés par plusieurs autres témoins experts devant le Comité, mais je veux insister sur ce que je considère être un consensus assez répandu au sein de la communauté d'experts. La stratégie pour l'Indo-Pacifique fait déjà beaucoup pour accroître la présence canadienne et veiller à surmonter nos déficits en matière de capacité, de réputation et de connaissances dans la région et sur celle-ci. Elle allie entre autres le geste à la parole par l'affectation de ressources supplémentaires. Il devrait être évident pour le Comité qu'on ne peut pas raisonnablement s'attendre à concrétiser les objectifs fondamentaux de la stratégie en cinq ans, mais, dans l'ensemble, cette première étape a sans aucun doute permis certains progrès.

Néanmoins, on peut faire beaucoup mieux. À mon avis, il faut une approche souple qui envoie un message cohérent, mais qui offre aussi assez de latitude pour s'adapter au fil du temps. J'aimerais donc faire ressortir deux points clés qui, je l'espère, pourront éclairer la prochaine étape.

D'abord, nous devrions garder la tête froide et poursuivre le travail sur les aspects de la stratégie pour l'Indo-Pacifique qui sont mutuellement avantageux et qui sont fondés sur la coopération, en particulier sur nos réussites dans le cadre d'initiatives axées sur la sécurité, où nous pouvons vraiment avoir une incidence, offrir une valeur ajoutée et répondre à la demande régionale. Pour moi, la détection des navires clandestins, la connaissance du domaine maritime, la lutte contre la pêche illicite et non réglementée, l'aide aux sinistrés, la non-prolifération, la lutte contre l'extrémisme violent, le développement des capacités en maintien de la paix et la médiation des conflits, entre autres, sont des exemples clés.

Ce sont des domaines qui ont reçu beaucoup moins d'attention que l'énergie propre, la technologie, les chaînes d'approvisionnement, la sécurité alimentaire ou les minéraux critiques, pourtant c'est aussi là que nous pouvons apporter une contribution très concrète et, j'ajouterais, plus durable. C'est également là que nous pouvons mieux harmoniser la stratégie pour l'Indo-Pacifique avec l'approche globale de nos partenaires régionaux en matière de sécurité nationale et régionale, en éliminant ces distinctions stériles entre la sécurité, l'économie et, j'ajouterais, le développement social.

Ces contributions ne donnent peut-être pas d'aussi bonnes manchettes ou séances de photos que l'opération Horizon — quoi qu'elles le pourraient si on y mettait un peu plus d'efforts —, mais elles ont beaucoup plus d'impact qu'on pourrait le croire à long terme, tant sur la vie des gens que sur l'image de marque du Canada, et de façon bien plus rentable. Dans ce contexte, je crois fermement que le Canada ne devrait pas réduire ses efforts constants en ce qui a trait, par exemple, à la mise en œuvre du programme sur les femmes, la paix et la sécurité dans la région, mais qu'il devrait plutôt poursuivre sur sa lancée à la prochaine étape.

Autre point sur lequel je souhaite insister: selon moi, les aspects à somme nulle de la stratégie pour l'Indo-Pacifique nous offrent une certaine marge de manœuvre, surtout quand il s'agit d'atténuer certains des effets de la montée de la Chine qui pourraient être contraires aux intérêts ou aux valeurs du Canada et de nos principaux alliés et partenaires. De toute évidence, c'est là que le changement le plus important, de la formulation initiale de la stratégie pour l'Indo-Pacifique à la version 2.0, quelle qu'elle soit, doit se produire. De plus, cela s'inscrit évidemment dans le contexte de l'évolution de nos relations avec les États-Unis et de la conjoncture plus générale dans laquelle nous nous trouvons.

En fin de compte, comme d'autres l'ont laissé entendre, tout est essentiellement une question d'optique commune au sens général du terme. Une approche pragmatique et fondée sur les valeurs à cet égard exige plus, bien entendu, qu'une simple catégorisation de chaque pays comme étant équivalent ou différent de l'ensemble. Il ne faudrait pas non plus se contenter d'adapter cette distinction à des domaines précis.

Ce que nous devons faire, en fait, c'est examiner quels aspects précis du comportement d'un pays dans chaque domaine s'alignent ou s'opposent à nos intérêts et à nos valeurs, et dans quelle mesure, puis trouver où il est logique pour le Canada d'établir ses limites en coordonnant ses efforts avec d'autres pays. Le fait de décrire la Chine comme une puissance de plus en plus perturbatrice à l'époque et comme un partenaire stratégique aujourd'hui crée de la confusion chez nos partenaires que notre service extérieur doit désormais s'efforcer de dissiper. C'est strictement parce que nous avons étiqueté un moment très sombre dans la relation de manière extrêmement simpliste que nous devons maintenant nous adapter à la réalité.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Veuillez conclure rapidement, je vous prie.

**Stéphanie Martel:** C'est exactement le contraire du genre d'approche plus ciblée qui serait idéalement nécessaire pour séparer le bon grain de l'ivraie et planifier en conséquence, pas uniquement par rapport à la Chine, mais idéalement par rapport à tout pays mentionné plus d'une fois dans la stratégie pour l'Indo-Pacifique. J'espère que la prochaine étape de la stratégie peut y remédier.

Merci.

[Français]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, madame Martel.

Monsieur Caouette, vous avez la parole pour cinq minutes.

**Dominique Caouette (professeur titulaire de science politique et d'études asiatiques, Université de Montréal, à titre personnel):** Bonjour.

Je vais faire ma présentation en français.

[Traduction]

Je serai très heureux de répondre à vos questions dans la langue officielle de votre choix.

Ma déclaration d'aujourd'hui va en grande partie dans le même sens que celle de ma prédécesseure, madame Martel.

• (1540)

[Français]

Je vais vous ramener au contexte de l'émergence de cette politique indo-pacifique, en 2021.

En 2021, alors que Mélanie Joly était responsable des Affaires étrangères, des collègues et moi avons défini cinq défis pour le Canada.

Premièrement, concrétiser la promesse selon laquelle le Canada est de retour.

Deuxièmement, comment gérer la relation du Canada avec les États-Unis.

Troisièmement, comment promouvoir le féminisme sur la scène internationale.

Quatrièmement, comment relancer le multilatéralisme du Canada.

Cinquièmement, repenser les relations avec la Chine.

C'était en 2021, avant le lancement de la stratégie pour l'Indo-Pacifique, qui a été lancée l'année suivante.

Comme de précédents intervenants l'ont mentionné, l'idée était de mettre en place, sur cinq ans et avec des moyens relativement substantiels, soit 2,3 milliards de dollars, une stratégie axée autour de cinq axes: promouvoir la paix, la résilience et la sécurité; accroître les échanges commerciaux et les investissements; investir dans les gens et tisser des liens entre eux; construire un avenir durable et vert; et faire du Canada un partenaire actif et engagé dans la région indo-pacifique.

Je vais revenir sur ce qui a été accompli. Je pense que ce que Mme Martel a présenté rejoint un peu les mêmes idées.

Le Canada a multiplié ses visites et sa présence dans la région de façon substantielle. Il a aussi augmenté le nombre de visites de haut niveau. C'était une des recommandations qui avaient été faites, parce que, pour les partenaires du Canada dans la région indo-pacifique, la présence de représentants de haut niveau est importante symboliquement et sur le plan de la perception.

Le Canada a aussi augmenté sa présence dans les forums régionaux, y compris au forum de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ou ANASE.

La Stratégie visait aussi à bâtir des relations plus solides et des partenariats stratégiques. On en a parlé un peu tantôt.

En outre, elle devait créer des débouchés commerciaux et des possibilités d'investissement. Des missions ont été mises en place.

Le Canada a aussi voulu renforcer la présence de la Défense nationale, notamment par la participation à des exercices conjoints, ainsi qu'avec des initiatives pour la détection de navires clandestins.

Enfin, la Stratégie avait pour objectif de collaborer en matière de lutte aux changements climatiques, de soutenir les initiatives de la société civile et de protéger la souveraineté et la sécurité du Canada.

Quels sont les résultats et quelles sont les perceptions? Je voudrais d'abord faire une parenthèse en disant que, dans la région, les résultats, c'est une chose, mais les perceptions sont importantes. Les perceptions sont particulièrement importantes en Asie et dans la région indo-pacifique, parce que la mémoire y est plutôt longue. Les diplomates et les États de cette région se souviennent de ce qui a été fait dans le passé. Donc, la question de la perception est vraiment utile et importante.

Le Canada a participé à des exercices militaires, et il a participé à la détection des navires clandestins. Cependant, le Canada reste un partenaire mineur. Je serais curieux de voir si on a bien compris quelle est sa valeur ajoutée. Je dirais qu'elle reste mince, non parce qu'il n'y a pas d'engagement, mais parce que cet engagement est un peu trop éparpillé.

Il y a aussi le commerce et l'investissement. Il y a eu un rapprochement avec le Japon et la Corée. Le Canada a été capable, dans les 12 ou 15 mois derniers, de relancer les relations économiques avec l'Inde et la Chine. C'était important, parce qu'au moment même où il lançait la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, il y avait des tensions importantes avec la Chine. Il y a aussi eu des tensions, à nouveau, avec l'Inde. Or, ce sont les deux superpuissances régionales. En Asie du Sud-Est, le Canada a aussi renforcé les liens, mais la balance commerciale reste quand même avantageuse à la région dans un rapport d'environ 2 pour 1. Le point positif, c'est que l'augmentation des exportations du Canada vers la région est légèrement plus rapide que l'augmentation des importations. Donc, on voit un cheminement progressif qui se fait lentement, mais qui est dans la bonne direction.

En ce qui concerne l'objectif d'investir dans les gens et de tisser des liens entre eux, il faut souligner qu'il y a eu un important nombre de visites de délégations, mais les résultats sont difficiles à évaluer. Par exemple, en novembre 2024, la ministre du Commerce international, à l'époque, est allée aux Philippines en compagnie d'une délégation de 300 femmes d'affaires. Est-ce que c'était nécessaire d'avoir 300 personnes? C'est quand même toute une délégation. Pourquoi ne pas envoyer une délégation plus ciblée? Ne devrions-nous pas plutôt faire des interventions plus ciblées?

De plus, en ce qui concerne les perceptions, il y a des contradictions qui semblent parfois émerger, depuis deux ans, entre notre objectif de la stratégie indo-pacifique et les changements de politique d'immigration sur le plan des seuils. Lorsque je suis allé dans la région, que ce soit en Indonésie ou aux Philippines, beaucoup de personnes m'ont demandé ce qui se passait avec le Canada et si le Canada allait rester ouvert à l'immigration.

En ce qui concerne l'objectif de construire un avenir durable, des initiatives sur le développement vert et durable ont été mentionnées. Je souligne toutefois que la perception de la crédibilité du Canada est de plus en plus amoindrie, non seulement au Canada, mais sur la scène internationale, en raison des reculs et des changements relatifs à l'environnement et à la lutte aux changements climatiques.

• (1545)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Pouvez-vous conclure, monsieur Caouette?

**Dominique Caouette:** Tout à fait, je vais conclure.

Le fait d'être un partenaire actif dans la région est important, mais il y a parfois des incohérences, et ça reste le défi.

En conclusion, comment envisager la suite? Je pense que le Canada doit assumer la position prise lors du discours de Davos selon laquelle le Canada est une puissance moyenne. Donc, il doit être capable de créer des alliances, de respecter les normes internationales et d'assumer ce rôle.

On peut donc se poser les questions suivantes: est-ce que le Canada a les moyens de ses ambitions? Est-ce que la renégociation avec les États-Unis de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique va distraire le Canada aux dépens de l'attention qu'il porte à l'Indo-Pacifique? Je lui conseille de ne pas se détourner de la région. Comme ma collègue Mme Martel l'a dit, il faut continuer à investir, mais de manière plus structurée et plus ciblée, que ce soit sur le plan militaire, commercial ou de la société civile.

Nous avons fait nos marques et nous sommes revenus, mais nous devons avoir des politiques de plus en plus ciblées et éviter les contradictions, comme celles sur les questions de l'environnement et de l'immigration.

Je vais m'arrêter ici. Merci.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, monsieur Caouette.

Nous avons maintenant 44 minutes pour des questions et commentaires des membres du Comité.

Nous allons commencer par M. Aboultaif.

**Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue aux témoins.

[Traduction]

Merci beaucoup pour vos déclarations.

L'Indo-Pacifique, c'est un beau nom court pour une région d'une grande puissance géographique, politique, économique et démographique. C'est une région avec laquelle nous transigeons et où nous devrions faire du défrichage pour veiller à ce que le Canada continue d'y avoir de bons rapports. C'est on ne peut plus vital. Certains nous demandent de nous adapter, d'évoluer plutôt que de nous réinventer dans notre approche par rapport à l'Indo-Pacifique.

Nous savons que le gouvernement en place a établi une stratégie pour l'Indo-Pacifique. Je commencerais peut-être par Mme Martel, mais ma question pour vous deux est la suivante: croyez-vous qu'il suffit de lancer la stratégie et d'étudier la région? Doit-on se réinventer ou simplement évoluer?

J'aimerais vous entendre tous les deux là-dessus, en commençant par Mme Martel.

**Stéphanie Martel:** Il est probablement juste de parler d'évolution. Comme d'autres et moi-même l'avons dit, à l'heure actuelle, la stratégie pour l'Indo-Pacifique fait déjà beaucoup de choses comme il faut.

Je vais insister sur ce qu'a dit M. Caouette: il faut aussi évoluer afin de permettre une plus grande souplesse par rapport aux conditions changeantes et à une réalité complexe plutôt que de se concentrer sur le court terme.

Mieux maîtriser de quelle façon les diverses sous-régions et parties de la stratégie sont interreliées est une autre façon de faire évoluer la stratégie de sorte à résoudre ses incohérences. Une initiative qui se déroule très bien dans une sous-région ou qui est très bien reçue dans un pays ou par un groupe d'intervenants en particulier n'aura pas forcément les mêmes effets ailleurs et auprès d'autres intervenants.

On pourrait donc, entre autres, renoncer graduellement au genre de caractérisations génériques de certains pays. Ainsi, on montrerait que ce n'est pas nécessaire dans la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique de définir les caractéristiques d'une relation en particulier et de créer par le fait même un fardeau vain qui exigera qu'on se ravise après les faits.

• (1550)

**Ziad Aboultaif,** Monsieur Caouette, allez-y, je vous en prie.

**Dominique Caouette,** Je suis d'accord avec ce qui vient d'être dit, mais je dirais qu'il y a aussi une part de réinvention. C'est surtout l'évolution ou la spécialisation, je dirais, qui est la plus importante, mais je pense que nous devons maintenant réinventer en partie nos relations avec la Chine et l'Inde. Le monde tel que nous le connaissons, tel que nous le connaissons depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a changé. Nous devons en tenir compte. Les plaques tectoniques se sont déplacées, et nous sommes dans un contexte différent. C'est en partie la raison pour laquelle je parle de « réinvention ».

Pour ce qui est de l'évolution, je suis d'accord avec ce que vous avez dit, mais je dirais que nous devons nous assurer que notre politique est cohérente. C'est ce que je mentionnais, à cause de la notion de perception. La perception est importante en diplomatie, et la perception d'incohérence ou de politique contradictoire est quelque chose que les gens peuvent soulever. Il faut réduire le nombre d'incohérences ou de contradictions, et cette première étape nous a permis de découvrir plus d'affinités avec certains pays. Je pense que ces accords devraient être renforcés, par exemple, avec le Japon et la Corée du Sud.

De plus, nous devons nous instruire. Renforcez les affinités, mais sachez qu'en Asie du Sud-Est, par exemple, un pays comme l'Indonésie, qui est assez proche du Canada, a mené des exercices militaires avec la Russie il y a deux mois. Cela semble incroyable ou très contradictoire, mais c'est logique dans le contexte indonésien. La Malaisie a adopté une position ferme d'appui à la Palestine, qui était très... Ce n'était pas le seul pays à le faire, mais il était l'un des rares dans la région.

Nous devons comprendre les contextes devant nous. L'action peut ne pas vouloir dire la même chose si vous êtes basé au Canada ou si vous êtes basé dans la région. Je pense qu'il est essentiel de s'instruire et d'approfondir notre compréhension de ces différentes sociétés et de ces différents blocs. Je pense que c'est ce que Stéphanie Martel vient de dire.

**Ziad Aboultaif,** En plus d'y consacrer plus d'efforts et de ressources, comment le Canada peut-il mener cette relation dans une région très complexe, très diversifiée et très riche?

Il me reste 10 à 20 secondes environ.

**Stéphanie Martel,** Qui devrait commencer?

**Ziad Aboultaif,** Allez-y, madame Martel.

**Stéphanie Martel,** Merci.

Je pense qu'une chose que nous pouvons faire, c'est trouver une façon de mieux tirer parti du secteur de l'enseignement supérieur. Je parle ou je prêche pour ma paroisse, mais il y a plusieurs façons de le faire et de mieux soutenir la stratégie pour l'Indo-Pacifique.

Au-delà d'un soutien spécial limité à des initiatives ponctuelles, il serait formidable de pouvoir mettre en place une sorte de réseau de résolution des lacunes qui se consacre à la stratégie pour l'Indo-Pacifique et qui fait appel à un groupe plus vaste d'experts et de représentants du gouvernement, du secteur des affaires et de la société civile, et d'avoir des conversations comme celles que nous avons en ce moment de manière plus soutenue.

Une autre initiative très concrète que nous pourrions envisager, en nous appuyant sur les réussites du programme de bourses Canada-ANASE, serait d'offrir des bourses à des étudiants de deuxième ou de troisième cycle ou à des chercheurs postdoctoraux pour qu'ils viennent étudier au Canada et, par conséquent, non

seulement renforcer la compréhension à l'échelle du Canada et de la région, mais aussi contribuer à bâtir le genre d'expertise dont nous avons désespérément besoin dans ce pays, en ce moment. Ce serait une bien meilleure façon de procéder que d'aider quelques étudiants de premier cycle à profiter de l'hiver canadien pendant quelques mois.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci.

Monsieur Clark, vous avez la parole.

**Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie nos témoins d'être ici aujourd'hui et de nous faire profiter de leur expertise sur ce sujet fort important.

Madame Martel, je tiens à mentionner que j'ai aimé la fin de votre dernière réponse. Je suis un député de la région d'Halifax, et nous avons l'un des taux les plus élevés par habitant d'établissements d'enseignement et d'étudiants au pays. Je comprends tout à fait ce que vous dites au sujet de la valeur.

Je pense que l'un des points communs de vos déclarations préliminaires était la nécessité d'une plus grande granularité dans cette évolution de la stratégie, l'idée de ne pas examiner les choses avec une approche binaire, monochrome, fondée sur le bon et le mauvais, ce qui me semble tout à fait logique.

Je vais commencer par vous, madame Martel, puis je passerai à M. Caouette. Pourriez-vous nous donner des exemples de domaines qui se démarquent selon vous, où nous pourrions être un peu plus précis à ce sujet au fur et à mesure que nous faisons évoluer cette stratégie?

• (1555)

**Stéphanie Martel:** Je vais probablement m'appuyer sur des exemples spécifiques à la Chine, car j'ai l'impression que le Comité s'y intéresse particulièrement. Pour introduire mes remarques, je tiens à préciser que je ne suis pas une experte de la Chine. Or, il y a beaucoup d'excellents exemples au pays auxquels vous devriez faire appel, au-delà du type d'analyse accessible, mais peut-être moins nuancée, qui a alimenté la stratégie pour l'Indo-Pacifique jusqu'à présent.

En ce qui concerne la Chine, toute recherche sérieuse qui se concentre réellement sur le niveau de détail que vous décrivez mettra en évidence un large éventail de tendances, même au sein de domaines thématiques particuliers. À certains égards, la Chine cherchera bien sûr à façonner les règles en fonction de ses propres intérêts et valeurs, d'une manière qui entrera en conflit avec les nôtres, ce qui ne fait aucun doute. Toutefois, il existe également des aspects particuliers du positionnement actuel de la Chine en tant que puissance mondiale qui défend en réalité les règles face à d'autres acteurs, notamment les États-Unis, qui pourraient tenter de les réviser ou de les usurper.

Il est important de laisser une marge de manœuvre et d'avoir de la flexibilité cognitive pour tenir compte de ces possibilités. Bien sûr, entre ces deux extrêmes, il existe toute une gamme de zones grises sur les plans des stratégies et des tactiques. Si nous parvenons à mieux distinguer les faits du bruit ambiant et à identifier précisément les domaines dans lesquels nous devrions coordonner nos actions avec d'autres acteurs pour soit repousser la Chine, soit trouver des moyens de coexister, voire de coopérer avec elle, je pense que c'est ainsi que nous devrions aborder cette relation.

**Braedon Clark:** Merci beaucoup.

Monsieur Caouette, pouvons-nous s'il vous plaît avoir votre avis ici aussi?

[Français]

**Dominique Caouette:** Je pense que l'idée d'avoir une approche dite « granulaire », plus ciblée, est excellente. Il est important qu'il y ait non seulement plus de présence diplomatique, mais il serait aussi utile qu'il y ait des chercheurs en résidence, par exemple, dans les différents consulats et les différentes ambassades du Canada. Il faut profiter de l'expertise canadienne de chercheurs qui peuvent faire partie des ambassades ou qui peuvent y faire des séjours. La région est excessivement complexe. Ça a été soulevé.

Je pense aussi qu'il serait intéressant de mettre l'accent sur l'appui aux chercheurs et aux groupes de réflexion de la région, qui ont une expertise importante, et de s'assurer d'avoir une réciprocité.

Concernant la réciprocité, l'an dernier, on a lancé une bourse destinée à des étudiants canadiens, des étudiants chercheurs et des chercheurs postdoctorants, pour qu'ils puissent aller faire des recherches dans la région. Nous devons avoir, par la suite, le projet portant sur la connectivité, qui devait permettre que les échanges soient faits dans les deux sens, c'est-à-dire qu'il aurait permis à des chercheurs étudiants de la région de venir se spécialiser au Canada. Toutefois, celui-ci a été abandonné pour des raisons financières, apparemment. Cela dit, c'est le genre d'initiative qui est cruciale. Cette relation doit être basée sur des échanges réciproques.

La troisième idée est la suivante. Les délégations de haut niveau sont importantes, mais j'inviterais Affaires mondiales Canada, ou AMC, à créer, comme ça a été fait pour le centre de recherche sur la Chine, au sein même d'AMC, un centre de recherche sur l'Indo-Pacifique. Il s'agit donc de développer une expertise à l'interne et de penser à des missions, mais avec des fonctionnaires réguliers, et non pas de haut niveau, pour créer des affinités et une meilleure compréhension, parce que la mise en place de politiques se fait aussi par les hauts fonctionnaires. Ce sont eux qui mettent en place les propositions.

Renforcer cette affinité entre les décideurs et les représentants du ministère des Affaires étrangères de la région serait une initiative qui permettrait une approche plus ciblée et une plus grande expertise.

• (1600)

[Traduction]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Monsieur Clark, il vous reste deux minutes.

**Braedon Clark:** C'est plus que je ne le pensais. C'est un cadeau. Merci, monsieur le président.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Le président utilise son pouvoir discrétionnaire.

**Braedon Clark:** Il est plutôt généreux.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Le premier tour était de sept minutes et demie.

**Braedon Clark:** Je vous remercie de votre équité à cet égard.

Je vous suis reconnaissant de ces remarques. Je pense que parfois, lorsque nous abordons ces questions, nous avons tendance à nous concentrer sur les aspects liés à la puissance coercitive, qu'il s'agisse de l'armée, de la géopolitique, de la sécurité ou de l'éner-

gie. La puissance discrète, bien sûr, ne doit jamais être sous-estimée. Ce sont là d'excellents arguments.

Madame Martel, vous avez mentionné dans votre déclaration préliminaire un domaine porteur, à savoir les travaux liés au programme sur les femmes, la paix et la sécurité. Dans la minute qu'il nous reste, je me demande si vous pourriez nous dire ce que vous en pensez. Pourquoi considérez-vous que c'est un domaine prometteur?

**Stéphanie Martel:** Je commencerais par dire que c'est un domaine qui a fait ses preuves, car le Canada a été un acteur actif à ce chapitre dans le cadre de la stratégie pour l'Indo-Pacifique. Le Canada s'est montré particulièrement actif, notamment en soutenant les efforts de l'ANASE visant à élaborer son propre plan d'action régional sur les femmes, la paix et la sécurité. L'ANASE avait pris du retard en la matière, mais elle l'a rattrapé.

Il s'agit d'une tendance persistante qui offre au Canada un certain nombre de points d'entrée très intéressants dans des domaines où nous apportons déjà des contributions, sans pour autant adopter cette perspective de genre. Tous les enjeux que j'ai mentionnés, de la détection des navires clandestins aux secours aux sinistrés, en passant par la lutte contre l'extrémisme violent, peuvent s'appuyer sur une approche axée sur les femmes, la paix et la sécurité. Malgré ce que nous observons, à savoir que notre voisin du sud, les États-Unis, se retire de cette sphère et considère ce type de programme politique comme controversé, les États-Unis restent une exception, et...

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour sept minutes et demie.

**Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous pour cette importante étude.

Monsieur Caouette, à titre de professeur de science politique et d'études asiatiques, j'imagine que vous savez ce qui se passe, par exemple, au Tibet, au Xinjiang, à Hong Kong ou à Taïwan. J'imagine que vous êtes au courant de ce qui est en train de se passer là-bas. Dans votre allocution, vous avez dit qu'il fallait réinventer notre relation avec la Chine.

Comment le Canada peut-il défendre à la fois les droits internationaux de la personne, soit le droit international qui se base sur des règles bien précises, et, en même temps, se rapprocher diplomatiquement et économiquement de la Chine? Ça m'intrigue.

**Dominique Caouette:** C'est une excellente question. Elle se pose non seulement pour la Chine, mais aussi pour le Myanmar ou les pays où il y a un nombre important de violations des droits de la personne.

L'idée est de permettre un dialogue sur ces questions. Pendant plusieurs années, un des obstacles du Canada était qu'il était perçu comme un donneur de leçons. En revanche, la Chine mettait constamment en avant les relations du gouvernement canadien avec ses communautés autochtones.

On pourrait se servir des exemples des approches de réconciliation ou des approches de diplomatie autour du dialogue et d'espaces de cohérence. Je veux dire par là qu'on doit aussi reconnaître nos incohérences, et je pense que la Chine est sensible à ça. Il n'y a pas de solution automatique et rapide. Par contre, c'est important de maintenir une position constante. En même temps qu'il doit créer des espaces de dialogue, le Canada doit aussi maintenir ses engagements et les répéter. Je pense qu'il y a une façon de le faire qui est envisageable. Par contre, ce n'est peut-être pas celle qu'on a eue dans le passé.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Vous faites allusion aux arguments de la Chine par rapport à la relation du Canada avec les Premières Nations. Ce qui s'est passé dans les pensionnats autochtones a été une horreur, bien évidemment. Cela dit, un processus de vérité et de réconciliation s'est mis en branle.

Présentement, la Chine est en train de faire subir aux Tibétains et aux Ouïghours la même chose que le Canada a fait subir aux Premières Nations il y a plusieurs années. Ça se passe maintenant. Lorsqu'on fait écho à cet argumentaire, on tombe un peu dans le panneau, si vous me permettez l'expression.

Je ne veux pas vous brusquer, monsieur Caouette, mais on n'est pas des donneurs de leçons lorsque ça se passe présentement sur le territoire chinois. De son côté, le Canada a quand même mis en place des mécanismes de vérité et de réconciliation. Il ne faut pas tomber dans ce panneau-là.

• (1605)

**Dominique Caouette:** C'est justement ça. Ce que je dis, c'est qu'on devrait, au lieu de donner des leçons, se servir de nos expériences, de démontrer ce qu'on a fait, comment on a traité ces questions, notamment par des commissions de vérité et réconciliation ainsi que des processus d'enquête. À ce moment-là, ça permet d'avoir une position constructive. Je pense que c'est là où on peut s'engager.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je comprends.

**Dominique Caouette:** L'autre élément dont nous avons peu parlé est l'expertise des sociétés civiles dans les régions et au Canada. Elles peuvent se rendre dans les régions les plus difficiles, par exemple en Chine, pour faire des enquêtes.

Je pense qu'il est important d'être à l'écoute des groupes qui défendent les droits de la personne, de faire valoir ses rapports et ses constatations, et de se servir de l'expertise. Souvent, le personnel des ambassades ne peut pas se rendre dans les régions où il y a un environnement conflictuel, il n'a pas de lien direct.

Pourquoi ne pas mobiliser aussi l'expertise de la diaspora des États, ici?

Il y a 9 millions de Canadiens d'origine asiatique qui connaissent la région, mais qu'on mobilise peu. Je pense que l'idée d'un engagement constructif est bonne, mais cela doit se faire dans des forums, entre autres choses.

L'autre chose qui fonctionne et qu'on met en avant, c'est que les consensus se sont construits à partir de dialogues engagés derrière des portes closes plutôt que publiquement, ce qui permet d'aborder des problèmes.

Je pense que cette diplomatie doit être subtile et calibrée, mais il faut rester ferme. Je suis totalement d'accord sur ce que vous dites. Il faut rester ferme sur des principes de base quant aux droits de la

personne. Par contre, dans la façon de faire les choses, il serait important d'être imaginatif et de trouver des manières de le faire qui peuvent aussi résonner avec la conception de la politique étrangère de ces États.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Le problème que je vois, c'est que, depuis qu'il y a un certain réchauffement diplomatique avec la Chine, on a vu qu'un accord avait été signé sur les voitures électriques en échange d'une baisse des droits de douane sur le canola. Ce qu'on a vu depuis, c'est que M. Carney a rappelé des députés libéraux qui s'étaient présentés à Taïwan. Un envoyé chinois est venu ici, au Canada. Il a dit à tout le monde qu'il ne fallait pas envoyer de députés canadiens à Taïwan. D'ailleurs, notre président ici présent, M. Chong, que je remercie et que je félicite, n'a pas écouté cette directive.

C'est comme si on se faisait dicter des choses par le Parti communiste chinois ici, en sol canadien. Moi aussi, je crois au dialogue, mais, depuis qu'il y a eu ce réchauffement diplomatique, rien dans l'histoire ne montre qu'on s'est rapproché diplomatiquement de la Chine et qu'on a eu des résultats en ce qui a trait aux droits de la personne.

La situation au Tibet date de 1949. La situation relative aux Ouïghours date déjà d'un certain moment. Pourtant, on continue à dire que si on se rapproche diplomatiquement, si on se rapproche économiquement de la Chine, son attitude changera.

Vous avez parlé du Myanmar tantôt. Entre le Myanmar et la Chine, il y a quand même deux mondes. On parle d'une puissance mondiale, presque ex æquo avec les États-Unis, alors que le Myanmar n'est pas du tout un joueur.

Je me pose la question et j'essaie de comprendre comment on peut vraiment se rapprocher d'un régime qui, présentement, on le sait tous, utilise le travail forcé dans des chaînes d'approvisionnement produisant des biens qui seront disponibles ici, au Canada, tout en se disant que si on se rapproche de la Chine, elle va changer d'attitude. Je n'ai jamais eu de résultat présentement. Je ne comprends pas comment on peut se baser sur cette affirmation pour penser que ça va changer quoi que ce soit.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Veuillez répondre brièvement à la question, monsieur Caouette.

**Dominique Caouette:** Je pense que l'argument est valable. Cependant, je pense qu'il est important de garder une position ferme. Ce qui nuit le plus au Canada, c'est lorsque le Canada semble faire des concessions par rapport à ses principes, notamment lorsqu'on a une position et qu'on la modifie par la suite. Par exemple, à la suite de la visite de M. Carney en Chine, on semble vouloir se distancier de Taïwan.

J'ai vécu une situation où, au moment d'organiser une conférence, on avait invité une représentante de Taïwan à intervenir. La Chine a réagi avec véhémence en disant que la personne ne devait pas venir. On a fait valoir l'indépendance du monde universitaire.

Je pense que le Canada doit prendre des positions fermes tout en étant conscient que ce n'est pas une position orthodoxe qui va éventuellement mener à des changements. C'est là que j'estime important de développer de l'expertise.

• (1610)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** D'accord. Merci.

[Traduction]

Monsieur Gill, vous avez cinq minutes.

**Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC):** Merci, monsieur le président.

J'ai une question à l'intention de Mme Martel.

L'Inde est décidément un acteur très important dans la région indo-pacifique et un pays crucial pour l'avenir et les intérêts économiques du Canada. Ce que de nombreux Canadiens ont du mal à comprendre, par contre, c'est comment le gouvernement concilie les diverses préoccupations qui ont été soulevées ici par les comités parlementaires, le Service canadien du renseignement de sécurité, la Gendarmerie royale du Canada, d'anciens ministres et même des députés de son propre caucus au sujet de l'ingérence étrangère.

Nous avons vu des visites diplomatiques, des réunions ministérielles, des annonces de partenariat et des protocoles d'entente dans le but de normaliser les relations. Ces efforts sont tout à fait louables et nécessaires, mais au-delà des apparences et de la diplomatie, quel problème a-t-on réellement résolu? D'un point de vue théorique, quelles préoccupations soulevées par le SCRS, la GRC, le Parlement ou les députés du gouvernement eux-mêmes sont moins graves aujourd'hui qu'il y a un an?

**Stéphanie Martel:** En toute franchise, cela dépasse largement mon champ d'expertise, de sorte que je ne serai pas en mesure de vous donner une réponse directe.

Pour revenir aux questions précédentes, il faut bien comprendre la réalité de l'interdépendance de l'économie mondiale avec celles de la Chine et de l'Inde. Par conséquent, toute tentative de dissocia-tion motivée par des préoccupations légitimes concernant l'ingérence étrangère et les droits de la personne n'est pas réaliste.

Nous devons donc trouver d'autres moyens d'exercer des pressions. Il est souvent préférable de le faire, comme l'a dit mon collègue, loin de la diplomatie du haut-parleur et de l'indignation morale qui nous font nous sentir bien, mais qui, en réalité, ne donnent que très peu de résultats. Je m'en remettrais à l'expertise des organismes concernés pour faire le travail qui s'impose, mettre en place les mesures de protection là où c'est possible et effectuer des évaluations objectives des risques, et je pense que nous en sommes capables.

Malheureusement, il y a beaucoup de bruit qui nous empêche aussi de distinguer les faits des spéculations et de la crainte de ce qui pourrait arriver. Ce qui est absolument crucial, c'est aussi de pouvoir — et merci d'avoir évoqué le cas de l'Inde, parce que cela me permet de mentionner la Chine aussi — replacer dans son contexte le genre de comportement que nous n'approuvons pas forcément, à la lumière d'autres relations qui posent aussi ce genre de problèmes, mais dont nous ne parlons pas et qui ne suscitent pas le même genre d'indignation.

Je trouve que cette distinction est révélatrice, et elle permet également à des États comme la Chine d'utiliser ce genre de contre-attaque oratoire pour miner nos tentatives de mettre en place ces mesures de protection.

Je pense que si nous pouvons accepter que la réalité soit complexe, que deux choses peuvent être vraies en même temps, et que nous pouvons nous prémunir contre le biais de confirmation, c'est la bonne voie à suivre.

**Harb Gill:** Merci, madame Martel.

Je pense que ce que j'entends ici, c'est: « N'allez pas vous indigner à grands cris devant le Parlement comme l'ancien premier ministre à coup de déclarations emphatiques que vous ne pourrez pas tenir. »

Monsieur Caouette, dans la première itération de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique, on décrivait la Chine comme une puissance mondiale de plus en plus perturbatrice, et le premier ministre a qualifié la Chine de menace lorsqu'il s'est rendu dans ma ville natale de Windsor en avril 2025. Il a changé son fusil d'épaule depuis et la qualifie de partenaire « stratégique » et « fiable », possiblement plus fiable que les États-Unis.

Le gouvernement libéral et la GRC nous ont également dit par le passé qu'il existait des postes de police à la solde de Pékin dans les grandes villes canadiennes.

Comment le gouvernement concilie-t-il ces réalités concurrentes, et quelles mesures de protection prend-il pour veiller à ce que le réengagement d'aujourd'hui ne devienne pas le problème de demain pour les citoyens canadiens?

• (1615)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, monsieur Gill. Malheureusement, nous n'avons plus de temps pour cette série de questions, alors les témoins, s'ils le souhaitent, pourront répondre à cette question aux tours subséquents.

Nous passons maintenant à Mme Fortier.

[Français]

**L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de se joindre à notre étude.

Nous cherchons, avec votre expertise, à regarder comment on peut renforcer et améliorer la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Je vais vous offrir l'occasion de renchérir sur des actions concrètes que vous avez peut-être en tête et dont vous voudriez nous parler.

Le Canada a déposé sa candidature pour être l'hôte du sommet de l'ANASE, qui se tiendra en 2029.

Premièrement, je voudrais avoir votre opinion là-dessus. Est-ce que ça vaut la peine? Est-ce justifié?

Comment pourrait-on profiter de cette occasion pour continuer à travailler sur notre stratégie?

Je vais commencer par Mme Martel. Je m'adresserai ensuite à M. Caouette.

**Stéphanie Martel:** Parlez-vous du Forum régional de l'ANASE?

**L'hon. Mona Fortier:** Je parle de celui dont le Canada sera l'hôte en 2029. La ministre Anand cherche à montrer que le Canada veut vraiment jouer un rôle concret pour ce qui est de l'Indo-Pacifique. C'est une occasion pour les partenaires de l'ANASE d'apporter leur contribution.

C'est aussi l'occasion, pour vous, de nous dire comment nous pouvons améliorer la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique en amont de la tenue de ce forum, qui aura lieu en 2029.

**Stéphanie Martel:** Pour le Canada, toute occasion est bonne pour offrir une réciprocité, pour montrer que nous sommes présents, mais aussi pour servir de plateforme pour accueillir des discussions de haut niveau sur une variété de sujets.

Je pense qu'il y a un aspect de ces échanges qui n'a pas été évoqué, mais qui est pertinent si on veut en arriver à tenir ce genre d'événement, ce genre de rencontre à haut niveau. Il s'agit de miser sur des canaux de diplomatie plus informels ou sur des experts en diplomatie, par exemple, et de mieux les soutenir. Le Canada a accès à ces experts, mais, au fil du temps, leur participation s'est effritée, pour toutes sortes de raisons. La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, fort heureusement, a contribué à relancer un peu ce genre d'initiative. La participation à cet effort de la Fondation Asie Pacifique du Canada est très importante.

À mon avis, c'est quelque chose qui doit se poursuivre et qui mérite qu'Ottawa considère cela avec un peu plus de sérieux. J'ai participé à un certain nombre de ces rencontres, et je sais que ces liens contribuent énormément à démontrer le sérieux du Canada et sa capacité à contribuer aux discussions sur des sujets clés de façon constructive. Cependant, beaucoup de ces efforts sont attribuables à la bonne volonté des chercheurs et des experts, à titre individuel, qui accordent de leur temps et des fonds de recherche pour...

**L'hon. Mona Fortier:** Merci, madame Martel.

Je suis désolée de vous interrompre, mais j'aimerais donner au professeur Caouette l'occasion d'ajouter quelque chose.

**Stéphanie Martel:** Bien sûr.

Je vous remercie.

**Dominique Caouette:** Personnellement, je pense qu'il y a diverses occasions. Pas plus tard que cette année se tiendra le Sommet de la Francophonie, au Cambodge. Il est important que le Canada y soit présent. À mon avis, il s'agit d'une manière, pour le Canada, de démontrer son engagement.

Je voudrais revenir à l'intervention précédente. Il y a quelques décennies, le Canada a eu l'idée de créer des coalitions. Par exemple, il y a eu un traité sur les mines antipersonnel. Pour ce qui est des Casques bleus, il faut remonter encore plus loin. Le Canada avait la capacité de créer des unions avec des puissances moyennes, avec des pays aux vues similaires ou des coalitions.

Renforcer le commerce et les relations avec l'Asie du Sud-Est, par exemple, ça peut permettre de créer un rapport de force avec la Chine. À plus grande échelle, le Canada doit développer d'autres partenariats pour ne pas dépendre seulement de la Chine relativement aux chaînes d'approvisionnement. C'est important.

Au-delà de la création de coalitions ou d'alliances avec des groupes de pays, il serait important de créer des alliances avec des pays qui ont un discours commun. À force de le répéter, je pense que ça pourrait devenir une norme. Les initiatives de la société civile, par exemple les groupes qui s'occupent de la question des droits de la personne, sont un moyen par lequel nous pouvons défendre les droits de la personne et exercer de la pression. Ça crée un contexte, ou un espace, dans lequel on peut faire valoir la question des droits de la personne.

Le prochain défi, c'est la question des minéraux critiques. Lors de l'élaboration de la prochaine stratégie, il faudra qu'il y ait une réflexion importante sur les minéraux critiques. On présente les minéraux critiques comme faisant partie de la transition écologique,

mais il y a aussi plusieurs effets en amont, c'est-à-dire la pollution et le déplacement des populations. C'est un défi qui touche à la fois le Canada et l'Indo-Pacifique. Ce serait une façon de montrer que nous avons des défis communs.

• (1620)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

La discussion est super intéressante. Je veux féliciter et remercier les témoins qui sont parmi nous aujourd'hui.

Madame Martel, le Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes a publié en 2020 un rapport qui concluait qu'il y avait un génocide envers les Ouïghours. On disait aussi que le responsable était le régime au pouvoir en Chine. En 2021, mon honorable collègue M. Chong, qui est vice-président de ce comité, a fait voter une motion par la Chambre des communes, et celle-ci a reconnu le génocide des Ouïghours par le régime communiste chinois. Des députés, dont M. Chong, Mme Vandenbeld et moi, font encore l'objet d'une sanction par la Chine. Ça ne me rentre pas dans la tête.

Présentement, même avec toutes les informations que nous avons, c'est comme s'il fallait ménager la chèvre et le chou, alors qu'il y a quand même des choses inacceptables qui se passent en matière de droit international par rapport à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, par exemple, ou à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Je comprends que la question est compliquée et qu'il faut continuer d'avoir des relations diplomatiques avec ce pays, mais il reste qu'il a obtenu des Jeux olympiques et que jamais rien n'a changé. On nous avait dit que si la Chine devenait l'hôte des Jeux olympiques, nous allions pouvoir discuter avec ce pays.

Madame Martel, comment fait-on pour gérer cette relation?

Vous n'êtes pas obligée de me donner la réponse, parce que je ne pense pas qu'elle existe, mais je vous laisse vous exprimer là-dessus.

**Stéphanie Martel:** La question est facile, mais je vous la retournerais. Comment envisageriez-vous une approche de politique étrangère ou de politique commerciale qui privilégie, si je vous entends bien, une forme de découplage ou de non-relation avec un régime, peut-être pas précisément celui de la Chine?

On peut penser à une foule de régimes avec lesquels nous entretenons des relations commerciales et diplomatiques, entre autres choses, qui se sont révélés être des auteurs de violations graves de droits de la personne. Puisque le Canada n'obtient pas d'engagement, je pense qu'il faut aussi être réaliste quant au poids et à l'influence que le Canada peut avoir sur ces questions par rapport à la Chine en tant que puissance moyenne autoproclamée.

[Traduction]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** D'accord.

[Français]

**Stéphanie Martel:** Est-ce que ça veut dire qu'on ne peut pas faire pression en collaboration avec d'autres pays d'une façon plus efficace? Je pense qu'il y a matière à se poser la question. À moins que nous ayons vraiment l'intention d'approcher notre politique étrangère en général en mettant les droits de la personne en avant et en décidant que nous n'engageons pas de relations avec des pays qui commettent des violations des droits de la personne, nous allons avoir un certain nombre de problèmes.

• (1625)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, madame Martel.

[Traduction]

La prochaine personne sera Mme Rood.

**Lianne Rood (Middlesex—London, PCC):** Merci beaucoup aux témoins d'être ici aujourd'hui.

La représentante de la Fondation Asie Pacifique a déclaré que le Canada doit revoir sa politique à l'égard de la Chine et mettre en place de véritables garde-fous contre l'ingérence étrangère, les chaînes d'approvisionnement et la coercition économique, au lieu de se contenter d'un « engagement sélectif ».

Pensez-vous que l'approche libérale actuelle protège réellement les emplois et les agriculteurs canadiens et notre sécurité nationale ou qu'elle est encore trop laxiste à l'égard de Pékin?

**Stéphanie Martel:** Cette question s'adresse-t-elle à moi ou à M. Caouette?

**Lianne Rood:** Elle s'adresse à vous deux.

**Stéphanie Martel:** Encore une fois, en rappelant le champ étroit de mon expertise, qui ne porte ni sur le commerce ni sur la Chine, je dirai que je ne pense pas que l'approche actuelle soit trop laxiste à l'égard de la Chine. Ce n'est pas le genre de langage que j'utiliserais personnellement. On peut acquérir des connaissances détaillées propres au pays et faire la distinction entre les faits, les causes légitimes de préoccupation et tout le bruit quant à la façon d'aborder notre relation à long terme. Il ne faut pas perdre de vue les attentes réalistes qu'on peut avoir quant au type d'influence que le Canada peut exercer sur la Chine et les mesures de protection dont nous avons techniquement besoin et que nous pouvons mettre en place, mais il faut aussi comprendre le rôle central que joue la Chine dans l'économie mondiale en réalité.

Il y a un moyen d'aborder les choses avec la tête froide pour ce qui est du ton à donner à notre relation.

**Lianne Rood:** Merci beaucoup.

Je vais passer à la question suivante, comme nous avons très peu de temps.

Taïwan est une démocratie dynamique et un partenaire essentiel pour les semi-conducteurs, la cybersécurité et la résilience de la chaîne d'approvisionnement. D'autres témoins ont déclaré que nous devrions resserrer nos liens avec Taïwan et éviter de la traiter comme une monnaie d'échange avec la Chine.

Êtes-vous d'accord pour dire que le Canada devrait signer l'accord sur la facilitation des échanges, continuer à emprunter le détroit avec ses alliés et élargir sa coopération avec Taïwan en matière de technologie et de défense dès maintenant, peu importe ce que Pékin en pense?

**Dominique Caouette:** Je pense que c'est un élément clé. Le Canada doit montrer qu'il a une politique étrangère indépendante. La tendance, parfois, est... Nous disions que la Chine était un pays perturbateur, et maintenant nous disons qu'elle peut être un partenaire stratégique. Nous ne gagnerons rien à créer ce genre de discours polarisants.

L'une des façons de démontrer notre indépendance est de maintenir des liens avec Taïwan, comme je l'ai déjà dit. Il est également important que ces liens fassent partie d'une approche régionale, et il y a des pays de l'Asie du Sud-Est, comme le Japon et la Corée, qui valorisent également cette relation.

Il est important de montrer à la Chine, d'ailleurs, que le Canada peut bâtir des alliances et maintenir une politique étrangère indépendante. Ce qu'il faut souligner, c'est que le commerce est un bon vecteur pour cela. On oublie souvent qu'il y a 23 vols par jour entre Taïwan et la Chine et que les entreprises taïwanaises investissent beaucoup en Chine.

Il est important de comprendre la situation dans toute sa complexité. La réalité est complexe, mais je pense que le Canada a tout à gagner à avoir une politique étrangère, une nouvelle stratégie pour l'Indo-Pacifique revitalisée ou revisitée, en cohérence avec la façon dont il caractérise sa relation et son approche, et qui s'appuie sur un langage qui ne place pas le Canada dans un piège rhétorique, pour que les gens ne puissent pas venir dire ensuite: « Oh, mais le Canada a dit telle ou telle chose ».

C'est ce que je disais tout à l'heure, à savoir que la prochaine stratégie doit être plus nuancée, mais aussi plus pointue et s'appuyer sur une meilleure connaissance de la région. La Fondation Asie Pacifique fait de l'excellent travail...

**Lianne Rood:** Merci beaucoup.

Je vais passer à ma prochaine question. Nous n'avons presque plus de temps. Je suis vraiment désolée.

Le Canada dispose de gaz naturel liquéfié, d'uranium, de minéraux critiques et de ressources essentielles dans les technologies propres dont les pays de l'Indo-Pacifique ont désespérément besoin pour leur sécurité énergétique; beaucoup qualifient l'énergie d'actif stratégique, et pas seulement commercial. La prochaine phase de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique devrait-elle faire de l'exportation fiable de pétrole, de gaz et de minéraux canadiens la priorité absolue pour renforcer notre économie nationale et notre influence à l'étranger?

**L'hon. Michael Chong:** Madame Rood, à qui s'adresse votre question?

**Lianne Rood:** Il peut continuer.

**L'hon. Michael Chong:** D'accord.

[Français]

Monsieur Caouette, veuillez répondre brièvement.

• (1630)

[Traduction]

**Dominique Caouette:** Je vais laisser Mme Martel répondre.

**L'hon. Michael Chong:** D'accord.

[Français]

Madame Martel, veuillez répondre brièvement.

[Traduction]

**Stéphanie Martel:** Au-delà des priorités et des exportations commerciales à court terme, le Canada dispose d'autres moyens de contribuer qui ne devraient pas être sous-estimés ou laissés de côté.

**Dominique Caouette:** Très rapidement, concernant la façon de définir les enjeux, il n'est pas productif de chercher à trancher entre une chose ou l'autre, parce que cela oblige le Canada à se doter de politiques contradictoires. Nous voulons lutter contre les changements climatiques et nous voulons avoir des politiques environnementales, mais nous voulons aussi augmenter le recours aux combustibles fossiles, puis certains disent que les deux ne sont pas conciliables.

Il serait tout à l'avantage du Canada d'éviter des concepts ou des idées aussi binaires, car à bien des égards — et Stéphanie Martel est la spécialiste, ici —, l'ANASE fonctionne de manière non conflictuelle, et c'est ce qui permet à l'organisation de poursuivre ses activités.

Il est également essentiel d'apprendre de la région.

**L'hon. Michael Chong:** Merci.

La dernière série de questions revient à M. Oliphant.

**L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci aux deux témoins.

Avant de poursuivre, Mme Fortier m'a demandé d'apporter une correction, pour le compte rendu. Elle a mentionné que nous envisagions d'accueillir le sommet de l'ANASE en 2029, mais il s'agit du sommet de l'APEC.

Je pense qu'il est important de rappeler que l'ANASE compte 11 pays, tandis que l'APEC rassemble 21 économies. C'est un groupe très important qui réunit les économies du Pacifique, dont Taïwan. C'est pourquoi on parle d'économies.

Il y a deux ou trois choses que j'aimerais approfondir.

Madame Martel, vous nous lancez un grand défi, parce qu'il est toujours plus facile d'être généraliste que d'être précis.

La Stratégie pour l'Indo-Pacifique, à laquelle participent 17 ministères et organismes, était très générale, ce qui finit, quand on manque de précision, par susciter bien des réflexions dans un sens comme dans l'autre. Vous nous avez demandé d'être plus précis dans notre travail, et pas seulement d'un point de vue sectoriel, vous nous avez sommés d'aborder les différents secteurs de façon très stratégique. Je suis d'accord. Je pense que c'est très important. Il est difficile de gérer nos rapports avec les 40 pays de la région indo-pacifique. Ensuite, il y a des centaines de secteurs. Comment pouvons-nous y arriver? Comment rassembler tous les renseignements voulus et faire le travail?

Ce que je veux que vous nous disiez, sans vouloir vous mettre des mots dans la bouche, c'est que nous avons besoin d'un service extérieur plus imposant, qui soit en mesure de faire le travail sur le terrain et de recueillir de l'information pour déterminer très précisément ce que nous voulons faire. Je ne veux pas vous faire dire ce que vous n'avez pas dit, mais j'essaie de faire ressortir le message.

**Stéphanie Martel:** Nous avons un service extérieur très compétent déployé dans cette région, qui dispose de ressources très limitées. La Stratégie pour l'Indo-Pacifique a, dans une certaine mesure, contribué à lui donner un peu plus de moyens et à créer quelques

nouveaux postes. C'est absolument essentiel si nous voulons sérieusement avoir des oreilles de ce type sur le terrain à long terme, absolument.

Cela dit, pour avoir des oreilles sur le terrain, on peut solliciter l'aide de l'ensemble de la société, au-delà des missions commerciales. J'en reviens à ma recommandation initiale de miser sur les liens interpersonnels dans le secteur de l'enseignement supérieur et de tirer plus efficacement parti des compétences d'experts que nous avons au Canada pour affirmer notre présence à moindre coût dans divers domaines, pour rester à l'écoute de ce qui se passe sur le terrain et pour mieux cerner vers où le vent souffle à certains moments particuliers.

**L'hon. Robert Oliphant:** J'ajouterais que nous faisons partie d'un certain nombre de groupes qui peuvent contribuer à cela à leur façon. L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste regroupe 12 partenaires. Les gens oublient aussi que sur les 40 pays de la région indo-pacifique, 21 sont membres du Commonwealth. C'est plus de la moitié. Trois sont membres de la Francophonie.

Si on dresse la liste de tous les groupes qui existent, on se rend compte que nous avons d'autres véhicules multilatéraux par lesquels nous pouvons entretenir des liens diplomatiques et culturels, et nous avons des liens interpersonnels grâce à divers fonds. Je pense que nous oublions souvent tout ce que nous sommes capables de faire.

J'aimerais parler de l'Inde. Vous n'en êtes peut-être pas ni l'un ni l'autre des spécialistes. Cela dit, le président de la Finlande s'est récemment rendu en Inde. Il a dit qu'ensemble, la Finlande et l'Inde représentent 1,5 milliard de personnes. C'était un peu une blague. Ensemble, le Canada et l'Inde représentent 1,5 milliard de personnes aussi. L'Inde est absolument incontournable, puisque c'est le pays le plus peuplé au monde.

Que pensez-vous de nos nouvelles relations avec l'Inde? Y a-t-il des possibilités qui se présentent, des mises en garde à faire, des garde-fous à mettre en place qui vous viennent à l'esprit, à l'un ou à l'autre?

Nous pourrions peut-être commencer par M. Caouette, s'il a quelque chose à dire.

• (1635)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Soyez très bref, car nous devons passer à notre prochain groupe de témoins.

Allez-y, monsieur Caouette.

**Dominique Caouette:** L'Inde est comme un continent en soi, alors s'il y a une chose que nous pourrions faire, ce serait de travailler avec les gouvernements régionaux, plutôt qu'avec le gouvernement national. Cela nous permettrait d'avoir une approche plus nuancée, parce qu'il y a une grande diversité dans ce pays. Souvent, on parle de l'Inde comme d'un tout, mais c'est une société très complexe. C'est très différent au nord et au sud.

Nous devons approfondir nos connaissances sur l'Inde. Je pense que c'est également essentiel. Il y avait deux piliers dans cet accord... l'Inde et la Chine. Maintenant, nous avons rétabli les relations avec ce pays, mais cela ne veut pas dire que le régime a nécessairement changé.

Au-delà du renforcement nécessaire du service extérieur — je suis tout à fait d'accord avec ma collègue pour dire que c'est important —, il faudrait tenir compte des ONG et du rôle de la société civile dans notre approche. Je dirais également que les jeunes chambres de commerce partout au Canada... Il y a la jeune chambre de commerce japonaise et la jeune chambre de commerce vietnamienne. Je pense qu'il est très important que nous travaillions avec notre diaspora et la nouvelle génération de Canadiens d'origine asiatique. Ils peuvent être des ambassadeurs très efficaces pour le Canada, et...

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci.

Oui, allez-y rapidement.

**Dominique Caouette:** Outre les universités, je pense que l'industrie culturelle est l'un des domaines d'expertise du Canada. Nous pourrions renforcer ce secteur, notamment les relations culturelles avec d'autres régions.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

Je remercie les deux témoins de leurs témoignages d'aujourd'hui. Je suis sûr qu'ils seront intégrés à notre étude.

Merci beaucoup de vos interventions d'aujourd'hui, chers collègues du Comité.

Sans plus tarder, nous allons suspendre la séance quelques minutes pour permettre à notre prochain groupe de témoins de prendre place.

• (1635)

(Pause)

• (1640)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** La séance reprend. Bienvenue pour la suite de la 38<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous sommes ici pour étudier la situation sécuritaire dans les Balkans.

Nous accueillons M. Mujanović, membre du conseil consultatif du Nationhood Lab au Pell Center de l'Université Salve Regina; Mme Maria Popova, professeure agrégée de sciences politiques et titulaire de la chaire Hiram Mills de l'Université McGill, qui comparait par vidéoconférence; et Mme Jo-Anne Bishop, représentante en Bosnie-Herzégovine.

Merci à tous et à toutes de comparaître aujourd'hui.

Nous allons commencer par la déclaration préliminaire de M. Mujanović.

Vous avez cinq minutes pour votre exposé.

**Jasmin Mujanović (Membre du conseil consultatif du Nationhood Lab au Pell Center, Université Salve Regina, à titre personnel):** Merci beaucoup.

Honorables membres du Comité, la dynamique globale de sécurité dans les Balkans occidentaux évolue dans la mauvaise direction, et ce, depuis plus d'une décennie. Cela inquiète le Canada, car le gouvernement de Sa Majesté tient particulièrement à la stabilité de l'Europe et souhaite montrer à ses alliés européens qu'il est prêt à partager le fardeau et ses capacités énergétiques avec eux.

Les principales menaces à la sécurité régionale sont une combinaison de facteurs qui restent essentiellement les mêmes depuis les

années 1990: les ambitions revanchardes à Belgrade et à Zagreb, qui compromettent la souveraineté et l'intégrité territoriale des démocraties voisines vulnérables, et une attitude globale d'indifférence dans le monde à l'égard des affaires des Balkans occidentaux.

Dans les années 1990, des points de vue divergents au sein de la communauté atlantique ont retardé les mesures visant à prévenir les premiers crimes systématiques contre l'humanité et le premier génocide en Europe depuis l'Holocauste, le plus tristement célèbre étant l'agression contre la Bosnie-Herzégovine.

Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les fractures au sein de l'Occident démocratique qui minent le programme euro-atlantique dans la région; c'est aussi l'influence vigoureuse et croissante de la Chine et de la Russie.

Lors de sa récente visite à Pékin, le président de la Serbie, Aleksandar Vučić, dont le gouvernement s'est livré à une fraude électorale à grande échelle et a activement réprimé les manifestations pacifiques contre le gouvernement pendant près de deux ans, a reçu de Xi Jinping la Médaille de l'amitié de la République populaire de Chine, un prix réservé aux plus proches alliés du PCC. Cela survient après des transferts massifs d'armes depuis la Chine vers la Serbie, y compris des systèmes avancés de missiles et de drones, et après le déploiement de logiciels de reconnaissance faciale fabriqués en Chine dans les rues de la capitale serbe, où les patrouilles de la police chinoise se succèdent.

L'acquisition par la Serbie de matériel militaire chinois moderne, ainsi que de systèmes semblables de la Russie, n'a pas été suivie d'un calme plat non plus. En septembre 2023, un groupe de plus de 80 paramilitaires serbes ayant des liens directs avec les plus hauts échelons du gouvernement de Belgrade ont tenté de s'emparer de lieux stratégiques dans le Nord du Kosovo avec des armes de gros calibre d'origine serbe d'une valeur d'environ 5 millions d'euros. L'opération s'inspirait clairement de mesures similaires prises par Belgrade en Croatie et en Bosnie dans les années 1990. Les forces de l'ordre locales les ont interceptés, puis les deux groupes se sont échangés des tirs pendant toute une journée, causant la mort d'un policier kosovar et de trois militants serbes.

En même temps, Belgrade, avec le Kremlin, demeure le principal bailleur de fonds international du régime sécessionniste en Bosnie de l'entité Republika Srpska. Milorad Dodik, l'homme fort nationaliste de longue date qui préside le régime de la R.S. même s'il a été officiellement démis de ses fonctions par la Cour de Bosnie-Herzégovine, menace presque quotidiennement l'intégrité territoriale de l'État bosniaque et l'Accord de paix de Dayton. En mai, il s'est rendu à Moscou à deux reprises pour rencontrer des hauts fonctionnaires russes afin de solliciter leur appui à ce programme dangereux.

Malgré plus de deux décennies d'attaques contre le pilier diplomatique le plus important de l'après-Yougoslavie dans la région, l'Accord de paix de Dayton, les États-Unis ont décidé de lever pratiquement toutes leurs sanctions contre M. Dodik et sa garde rapprochée en octobre 2025, sans vraiment de justification publique cohérente. Les observateurs régionaux, cependant, ont affirmé que Dodik avait obtenu cet important changement dans la politique américaine, qui s'est également accompagné, semble-t-il, d'efforts des États-Unis pour écarter Christian Schmidt du poste de haut représentant de la Bosnie, par l'injection de millions de dollars dans les services de lobbyistes d'extrême droite et d'autres influenceurs d'extrême droite à Washington.

M. Dodik a également d'importants amis européens. L'ancien gouvernement d'Orbán était sans doute son principal allié dans l'Union européenne. Il a explicitement empêché Bruxelles d'imposer des sanctions contre lui et sa garde rapprochée. Bien que l'on s'attende maintenant à ce que Budapest modifie sa politique sur la Bosnie, rien n'a bougé dans le dossier des sanctions de l'Union européenne, en grande partie parce que Dodik bénéficie également de la protection de la Croatie.

Zagreb le soutient en raison de son partenariat de plusieurs dizaines d'années avec le HDZ BiH, le parti nationaliste croate basé en Bosnie, qui est le parti soeur du HDZ qui gouverne la Croatie, et parce que le HDZ BiH et lui jouent un rôle central pour empêcher la réforme de la constitution bosniaque exigée par les décisions exécutoires de la Cour européenne des droits de l'homme et conformément aux opinions de la Commission de Venise. Ainsi, bien que la Croatie prétende appuyer l'entrée de la Bosnie dans l'Union européenne et l'OTAN, elle s'oppose à presque toutes les réformes nécessaires pour atteindre ces objectifs.

En conclusion, à un moment où le Canada cherche à approfondir ses relations avec l'Union européenne, les Balkans occidentaux sont peut-être la région en Europe où Ottawa et le premier ministre Carney peuvent montrer de la manière la plus évidente ce qu'ils entendent par ce qu'ils appellent la « géométrie variable », par la formation de coalitions ponctuelles pour défendre la paix et l'ordre et aider à bâtir un bon gouvernement.

Bien que le Kosovo et la Bosnie soient les pays qui bénéficieraient probablement le plus d'un Canada qui cherche à prouver que le pluralisme fonctionne, les avantages concrets se feraient sentir dans toute la région, y compris dans des États comme la Serbie, qui a du mal à se débarrasser du joug du despotisme, et le Monténégro, qui espère renverser le scepticisme politique bien ancré dans sa population et dans plusieurs capitales européennes pour devenir le 28<sup>e</sup> membre de l'Union européenne avant la fin de la décennie.

Merci. Je suis prêt à répondre à vos questions.

• (1645)

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

[Traduction]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Oui, monsieur Brunelle-Duceppe.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je souhaite rappeler aux témoins qu'il faut avoir un débit qui permet aux interprètes de respirer. Je comprends qu'on veut tout dire en cinq minutes, mais il faut penser aux employés de la Chambre, qui essaient de faire le meilleur travail possible.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, monsieur Brunelle-Duceppe. Je vous suis reconnaissant de cette remarque.

[Traduction]

Nous allons maintenant donner la parole à Mme Popova.

**Maria Popova (chaire de recherche Hiram Mills et professeure agrégée, Département de sciences politiques, Université McGill, à titre personnel):** Je vous remercie d'avoir tenu cette

séance et de m'avoir invitée à y prendre la parole. Les deux autres témoins étant des spécialistes des Balkans occidentaux, je me concentrerai sur les autres pays des Balkans membres de l'OTAN. Je souhaite aborder aujourd'hui les défis en matière de sécurité et de stabilité politique sur le flanc sud-est de l'OTAN.

Il existe trois défis principaux en matière de sécurité et de stabilité démocratique parmi les membres balkaniques de l'OTAN. Le premier est la répercussion militaire de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Le deuxième est la guerre hybride persistante de la Russie. Le troisième est l'instabilité politique intérieure, alimentée par une opinion publique hypersensible qui se méfie des institutions. Je voudrais aborder ces trois points plus en détail.

Il y a tout d'abord la menace cinétique et les tests stratégiques menés par la Russie. La menace sécuritaire que représente la Russie est particulièrement aiguë dans les Balkans. Les incursions régulières de drones russes dans l'espace aérien roumain se sont intensifiées ces derniers mois. Tout récemment, un drone russe a frappé un quartier résidentiel de la ville roumaine de Galați. Il ne s'agit pas d'une simple négligence de la part de la Russie. Ce sont des essais délibérés visant à tester la détermination de l'OTAN. Ils sont conçus pour déclencher ou aggraver les divisions entre les alliés quant à la manière de réagir.

De plus, des mines navales flottantes présentes dans la mer Noire mettent constamment en péril les voies de navigation bulgares et turques dans la mer Noire, qui sont également empruntées par la flotte fantôme russe.

Le danger, si l'OTAN ne réagit pas à cette escalade russe, est que la Russie en vienne à cibler les réseaux logistiques qui soutiennent l'effort de guerre de l'Ukraine dans les Balkans. Une dissuasion décisive et unifiée de l'OTAN est cruciale ici.

La bonne nouvelle, c'est que les membres balkaniques de l'OTAN ont tous augmenté leurs dépenses de défense. Ce sont des alliés engagés de l'OTAN. Les secteurs privés de la défense en Bulgarie, en Roumanie et en Turquie produisent activement et concluent également des partenariats avec le secteur ukrainien de la défense, en plein essor et en constante amélioration. C'est une source de force pour l'alliance de l'OTAN.

La deuxième menace provient des ingérences et de la guerre hybrides persistantes de la part de la Russie. La guerre hybride russe — sous forme de cyberattaques, de désinformation et de soutien financier aux partis pro-russes — présente de faibles coûts structurels, car elle évite les ripostes militaires traditionnelles de type règlement de compte. La Russie va continuer à agir ainsi. Y mettre un frein exige de la vigilance et des politiques proactives de la part de ces pays.

La réponse institutionnelle à cet égard dans les Balkans est quelque peu mitigée. D'une part, le pouvoir judiciaire roumain a réagi de manière très proactive lorsqu'il est apparu clairement qu'un candidat à l'élection présidentielle de 2024 avait énormément bénéficié d'une désinformation ciblée de la part de la Russie. Ce candidat a été écarté du second tour. La Roumanie a ainsi évité d'avoir un président d'extrême droite et pro-russe.

D'un autre côté, cependant, ce printemps, la Bulgarie est devenue un peu plus vulnérable. Le vainqueur des élections législatives d'avril était un tout nouveau parti appelé — de manière quelque peu oxymorique, car ce ne sont pas là ses politiques — « Bulgarie progressiste », qui mène une politique étrangère et énergétique accommodante envers la Russie. Le nouveau gouvernement a déjà commencé à créer des occasions pour l'expansion de la puissance douce russe en Bulgarie. Ce n'est pas encore le cas, mais à terme, le gouvernement bulgare pourrait adopter un obstructionnisme à la manière d'Orbán au niveau de l'Union européenne.

• (1650)

Passons maintenant à la troisième menace...

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Veuillez conclure rapidement pour que nous puissions passer à notre prochain témoin.

**Maria Popova:** Bien sûr.

Le troisième enjeu concerne l'hypermobilisation autour des questions de corruption. Il y a très souvent dans les Balkans des manifestations importantes et déstabilisantes liées à la corruption, même si parfois il semble que ce soient des questions plus insignifiantes qui les déclenchent. C'est un point que le Canada doit garder à l'esprit. Il existe de grandes variations dans la région en matière de corruption. Tous les pays de la région ne sont pas endémiquement corrompus, et nous devons éviter le stéréotype fourre-tout des « nouvelles démocraties fragiles » et être attentifs aux variations et à la diversité qui existent ici.

Je serai ravie d'approfondir ce sujet lors de la séance de questions-réponses. Je pense que j'ai un peu trop ralenti le rythme.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup pour cette déclaration liminaire.

Madame Bishop, vous avez la parole pendant cinq minutes pour votre déclaration liminaire.

**Jo-Anne Bishop (représentante en Bosnie-Herzégovine, ONU Femmes):** Monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, merci de m'avoir invitée à participer à cette séance.

Au nom d'ONU Femmes, je m'exprime en tant que représentante nationale en Bosnie-Herzégovine.

Permettez-moi de commencer par une note personnelle. J'ai débuté ma carrière en Bosnie-Herzégovine dans le cadre d'un programme financé par le Canada destiné aux jeunes professionnels. Le fait d'avoir été témoin à la fois du coût humain du conflit et du rôle moteur des femmes dans la reconstruction des communautés continue aujourd'hui d'influencer ma conception de la sécurité et de la stabilité.

Plus de trois décennies après l'éclatement de la Yougoslavie, la paix dans les Balkans occidentaux tient bon, mais elle n'est pas encore consolidée. Dans toute la région, des problèmes politiques, sociaux et judiciaires non résolus continuent d'affaiblir la résilience démocratique et la stabilité à long terme. En Bosnie-Herzégovine, 30 ans après l'accord de paix de Dayton, cela se traduit par des séquelles durables de la guerre. Les déplacements de population, les traumatismes, les récits contradictoires et les violences sexuelles liées au conflit continuent d'influencer la confiance dans les institutions et les relations intercommunautaires. La stabilité ne se résume pas à la prévention des conflits. Elle dépend de la responsabilisation des institutions, de la protection contre la violence, de l'inclu-

sion économique, de l'espace civique et d'une participation significative à la vie publique. Sans ces éléments, la confiance s'érode et la paix reste fragile.

C'est pourquoi un engagement international soutenu est essentiel. Le Canada a été un partenaire clé. Par l'entremise du Fonds de consolidation de la paix de l'ONU et d'investissements précis en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, le Canada soutient le leadership des femmes, la consolidation de la paix au niveau communautaire et les réponses aux risques émergents, tels que les discours de haine sexistes.

En Bosnie-Herzégovine, la justice transitoire reste une lacune majeure. Les survivantes de violences sexuelles liées au conflit continuent de faire face à la stigmatisation et à des obstacles pour accéder aux services et aux réparations. Lors d'une récente rencontre que j'ai eue avec des survivantes, elles ont adressé un message clair à la communauté internationale: « Ne nous oubliez pas. » Du point de vue de la sécurité, la violence à l'égard des femmes n'est pas une question secondaire. Pendant la guerre, elle a été utilisée comme une arme. Aujourd'hui, elle persiste sous forme de violence domestique, d'exclusion économique, de harcèlement en ligne et d'intimidation politique. Il ne s'agit pas d'incidents isolés. Ils reflètent des inégalités structurelles, des rapports de force inégaux et des lacunes en matière de responsabilisation. Lorsque cette violence persiste, elle sape la confiance dans les institutions et affaiblit la cohésion sociale. C'est pourquoi la lutte contre la violence à l'égard des femmes doit être considérée comme un élément central de la sécurité.

Cela est particulièrement visible dans la vie politique. En Bosnie-Herzégovine, les femmes n'occupent que 19,7 % des sièges au Parlement, alors que 60 % des femmes engagées en politique déclarent avoir subi des violences, notamment en ligne. Cela dissuade la participation, restreint l'espace démocratique et affaiblit la légitimité institutionnelle, en particulier à l'approche des prochaines élections législatives d'octobre.

Dans le même temps, les femmes de la société civile, et en particulier les survivantes, jouent un rôle central dans le maintien de la paix et de la sécurité. Les femmes de Bosnie-Herzégovine n'ont pas attendu d'être incluses. Elles se sont organisées, ont milité et ont témoigné, contribuant ainsi à jeter les bases du Programme mondial sur les femmes, la paix et la sécurité. Aujourd'hui, elles continuent de rétablir la confiance et d'entretenir le dialogue par-delà les clivages, mais elles restent sous-financées et sous-représentées dans les processus décisionnels. Des investissements ciblés en faveur de la consolidation de la paix contribuent à combler ce fossé. Soutenir ces actrices renforce la cohésion sociale et constitue un mécanisme de première ligne pour la prévention des conflits.

Dans l'ensemble des Balkans occidentaux, le schéma est similaire: une réconciliation inachevée, des récits contestés, des questions politiques non résolues et une faible confiance dans les institutions, combinés à l'exclusion persistante des femmes des processus décisionnels en matière de politique et de sécurité. Le dialogue Belgrade-Pristina reste essentiel à la stabilité régionale, et les plateformes consultatives de femmes — soutenues par l'Union européenne et ONU Femmes — contribueront à garantir que l'expertise des femmes soit systématiquement prise en compte après des années de mobilisation.

À l'avenir, la prochaine phase de l'engagement en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité devra aller au-delà des simples engagements et investir dans les conditions nécessaires à une participation significative, notamment un financement prévisible, un espace civique protégé, une justice centrée sur les survivantes, un dialogue intergénérationnel et des liens plus solides entre les engagements politiques et les budgets.

• (1655)

Pour le Canada, l'enjeu est clair: le soutien continu en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité dans les Balkans occidentaux n'est pas seulement une question de principe, mais aussi un investissement stratégique dans la prévention des conflits, la réconciliation et la résilience démocratique.

Je vous remercie et j'ai hâte de répondre à vos questions.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC)):** Merci beaucoup, madame Bishop.

Nous allons maintenant consacrer une trentaine de minutes aux questions et commentaires des députés, et nous commencerons par Mme Rood.

**Lianne Rood:** Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup, chers témoins, d'être ici aujourd'hui.

Je vais commencer par vous, madame Mujanović.

L'année dernière, les États-Unis ont levé les sanctions à l'encontre de certains dirigeants serbes de Bosnie, tandis que le Royaume-Uni a maintenu les siennes. Le Canada n'a toujours pas imposé de sanctions à l'encontre des personnes qui portent atteinte à l'accord de Dayton. Selon vous, les sanctions constituent-elles un outil efficace pour mettre fin aux menaces sécessionnistes et à la déstabilisation que soutient la Russie en Bosnie, ou sont-elles devenues inutiles en l'absence d'une pleine coopération des partenaires?

**Jasmin Mujanović:** Je maintiens que les sanctions constituent un outil extrêmement important dont dispose la communauté internationale pour prévenir les comportements les plus graves. C'est ce que nous ont dit les personnes mêmes qui faisaient l'objet de ces sanctions. M. Dodik a lui-même admis avoir dépensé entre 40 et 50 millions de dollars pour tenter d'obtenir la levée des sanctions imposées par les États-Unis. Il a malheureusement fini par réussir. Cependant, cette question restera sans aucun doute au centre des préoccupations à Washington, et l'administration actuelle a même clairement indiqué qu'elle serait prête à réimposer ces sanctions si elle le jugeait nécessaire.

Je pense qu'une meilleure coordination entre le Canada et, en particulier, ses alliés européens dans le domaine de la politique de sanctions contribuerait assurément à améliorer le climat général de sécurité dans l'ensemble des Balkans occidentaux, car M. Dodik n'est évidemment pas le seul à devoir faire l'objet d'une attention particulière à cet égard.

**Lianne Rood:** Merci beaucoup.

Les tensions ethniques, la faiblesse des institutions, la corruption et le crime organisé continuent de déchirer les Balkans, et la Russie et la Chine en tirent activement parti. Quels sont actuellement les principaux risques pour la sécurité, et comment le Canada, en collaboration avec ses alliés de l'OTAN et de l'Union européenne, peut-il lutter contre cette ingérence étrangère malveillante au lieu de se contenter d'en parler?

• (1700)

**Jasmin Mujanović:** Tout d'abord, le problème structurel réside dans le fait que cette région n'est plus, depuis très longtemps, au cœur des préoccupations de la politique étrangère occidentale. Nos adversaires en sont bien conscients. Ils ont obtenu beaucoup d'argent facile et bon marché. Ils ont acheté une influence considérable. Ils nous ont également écartés de projets clés qui présentent un intérêt évident pour des pays comme le Canada, par exemple, notamment dans le secteur énergétique en Europe du Sud-Est. Le Canada accuse un retard considérable dans ce domaine par rapport à des pays comme la Chine et la Russie.

Je pense qu'à l'avenir, le Canada doit avant tout rétablir sa présence diplomatique dans la région. La plupart des pays des Balkans occidentaux ne disposent pas d'ambassades canadiennes sur place. C'est le cas de la Bosnie, du Kosovo, de l'Albanie et du Monténégro. Il est très difficile pour le Canada de jouer un rôle significatif lorsqu'il ne dispose pas d'une représentation diplomatique permanente sur place.

Une fois que vous disposez de ces éléments, vous pouvez alors commencer à cerner plus systématiquement les priorités du Canada. Comme je l'ai dit, le secteur de l'énergie est celui qui semble le plus évident pour le Canada, car c'est celui qui profite le plus aux Canadiens. Cependant, c'est aussi un domaine dans lequel nous pourrions assurément collaborer avec nos alliés européens, et en particulier nos alliés britanniques, pour améliorer l'interconnexion et l'interopérabilité de la région dans son ensemble. Je pense notamment à nos alliés de l'OTAN présents sur place et à nos alliés non membres de l'OTAN — mais qui, espérons-le, le deviendront bientôt —, qui disposent, par exemple, d'une industrie des munitions très solide dans la région. Le Canada pourrait contribuer à renforcer les capacités dans ce domaine. Le Canada pourrait également en tirer profit alors qu'il cherche à améliorer sa base industrielle et militaire sur son territoire. Il y a là de nombreuses synergies.

Encore une fois, la première étape doit être l'établissement d'une présence diplomatique sur le terrain.

**Lianne Rood:** Merci beaucoup.

Je vais céder le reste de mon temps de parole à M. Gill.

**Harb Gill:** Merci.

Madame Mujanović, malgré des années de dialogue entre le Kosovo et la Serbie, de graves différends persistent entre ces deux pays. Comment pouvons-nous surmonter ces différends pour parvenir à une normalisation durable? Sommes-nous plus près d'atteindre ce but aujourd'hui que nous ne l'avons été ces cinq dernières années?

**Jasmin Mujanović:** Ce n'est malheureusement pas le cas, et cela tient en grande partie à l'attitude récalcitrante de Belgrade. J'ai déjà évoqué l'incident de Banjska, je ne vais donc pas revenir sur ce point.

Ce que je peux dire au sujet de l'évolution du cadre politique, c'est que nous avons reçu une excellente suggestion de la part d'un membre de la Chambre des représentants des États-Unis, Keith Self, du Texas, qui a en substance proposé que les États-Unis — et je pense que cela s'applique également au Canada — commencent à faire savoir aux cinq pays européens qui ne reconnaissent pas la souveraineté du Kosovo que cette question deviendra un problème bilatéral entre eux et les États-Unis — ou, dans ce cas-ci, entre le Canada et eux — s'ils ne reconnaissent pas le Kosovo. Il n'y a aucune raison valable pour que l'Espagne, la Slovaquie...

... et d'autres pays ne reconnaissent pas la souveraineté du Kosovo. Cette situation est importante, car elle a artificiellement encouragé la Serbie à geler complètement ce dialogue, malgré l'énorme capital diplomatique et financier que le Canada et d'autres pays ont investi dans la normalisation des relations.

**Harb Gill:** Que pouvons-nous faire, en tant que Canadiens, pour convaincre ces cinq pays?

**Jasmin Mujanović:** Je m'en remettraï au gouvernement pour déterminer quels leviers nous pouvons actionner, mais nous entretenons évidemment des relations bilatérales avec chacun de ces pays, notamment sur le plan économique. Les mesures devront être adaptées à chacun de ces pays.

Nos relations avec Chypre, par exemple, sont évidemment différentes de celles que nous entretenons avec l'Espagne. Je ne pense pas que nous devons pour autant mettre en péril nos relations avec Madrid ou avec qui que ce soit d'autre. Je veux simplement dire que nous devons aborder ce sujet et faire savoir que le Canada ne comprend pas pourquoi l'Espagne et d'autres pays campent fermement sur leur position à ce sujet.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC)):** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant donner la parole à Mme Vandenberg.

Vous avez la parole.

**Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins.

J'aimerais commencer par poser des questions à Mme Bishop.

Madame Bishop, j'allais commencer par parler des femmes, de la paix et de la sécurité, mais vous avez mentionné dans vos observations liminaires que vous aviez fait vos premiers pas sur la scène internationale grâce au programme international de stages pour les jeunes financé par le Canada et mis en place par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en Bosnie. Je le sais parce que nous étions toutes deux stagiaires à l'époque, en 1999-2000. C'est là que nous nous sommes rencontrées pour la première fois.

J'aimerais vous poser quelques questions à ce sujet, car à cette époque, le Canada soutenait à la fois les détachements de jeunes professionnels et de cadres très expérimentés au sein de certaines institutions multilatérales comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en Bosnie. Vous travaillez désormais pour ONU Femmes. Pouvez-vous nous dire si, selon vous, il est important que le Canada continue de soutenir la présence de Canadiens au sein de ces institutions multilatérales de la région?

• (1705)

**Jo-Anne Bishop:** Merci, madame Vandenberg. Je suis ravie de vous voir et de revenir sur ces débuts en Bosnie-Herzégovine.

Pour remonter encore plus loin dans le temps, je suis diplômée de la Norman Paterson School of International Affairs. J'ai étudié la diplomatie internationale, la négociation et la prévention des conflits. Je menais des entrevues auprès de Canadiens qui revenaient de la mission de vérification au Kosovo. Je faisais un stage au sein de CANADEM. Je savais exactement où je voulais aller et ce que je voulais faire. J'ai d'ailleurs pu rencontrer la première promotion de Canadiens qui s'étaient rendus en Croatie avant moi.

En ce qui me concerne, j'ai eu la chance de partir, et je dois dire que c'était la première fois que je traversais l'océan Atlantique. Je suis arrivée à Sarajevo en 1999, et j'ai vécu l'expérience incroyable de pouvoir mettre immédiatement en pratique toutes mes connaissances. J'ai travaillé à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Ce fut une période vraiment décisive. J'ajouterais que c'était une période pleine d'espoir, ce qui contraste quelque peu avec la situation actuelle. Les opportunités étaient nombreuses pour les personnes travailleuses, engagées et capables de faire preuve d'un grand professionnalisme. Pendant ces cinq années, j'ai gravi rapidement les échelons. Je suis passé du poste d'agente de terrain à celui de cheffe du département chargé de la lutte contre la discrimination au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

J'ai ensuite rejoint le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme où j'ai créé le département chargé de la tolérance et de la non-discrimination, et ainsi jeté les bases de l'ensemble des travaux du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme sur les crimes haineux au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Ma carrière internationale s'est ensuite poursuivie au Timor-Leste, en Afghanistan, au Libéria, etc.

Les programmes qui permettent aux Canadiens d'acquérir ces connaissances, ancrées dans la pratique grâce aux travaux de recherche qu'ils mènent, offrent au Canada une véritable occasion de jouer un rôle de premier plan, tant pour influencer sur les pratiques que pour les mettre en œuvre sur le terrain, afin de susciter des changements et d'avoir une incidence réelle. C'est la raison même pour laquelle je me suis lancée dans l'action internationale: je voulais voir des résultats concrets, être témoin de transformations et faire une différence dans la vie des gens.

Je pense que c'est le cas de beaucoup de Canadiens. Je suis toujours prête à soutenir d'autres jeunes Canadiens. Pour être tout à fait franche, j'aurais aimé que ce programme de stages se poursuive, car je sais que des institutions comme la mienne seraient tout à fait disposées à accueillir d'autres jeunes Canadiens qui souhaitent bénéficier de la même opportunité que moi.

**Anita Vandenberg:** Merci beaucoup. Je pense que vous avez eu une incidence. Nous devons vraiment offrir ces opportunités aux jeunes Canadiens d'aujourd'hui, et à tous les Canadiens.

Nous disposons de très peu de temps, et je tiens à aborder la question du financement des initiatives en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité dont vous avez parlé. Je sais que les femmes n'ont pas participé aux négociations initiales de Dayton. Vous disiez dans vos observations liminaires que les femmes se mobilisent spontanément. Elles n'attendent pas, mais elles ne bénéficient d'aucun soutien. Quelle est l'importance de la participation des femmes à toutes ces négociations?

Vous avez également évoqué... j'ai noté quelques mots clés — les termes « soutenue » et « financement », et vous avez déclaré que le Canada avait des « investissements précis en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité ». Je sais que la ministre s'apprête à nommer une nouvelle ambassadrice chargée des questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité, mais quelles autres mesures le Canada peut-il prendre pour soutenir les femmes de cette région et du monde entier?

**Jo-Anne Bishop:** Merci. C'est une question très importante.

Je vais revenir sur votre premier point concernant la nécessité de la présence des femmes à la table des négociations de la paix. Les données montrent très clairement que les accords de paix ont 64 % moins de chances d'échouer lorsque des femmes y participent, et qu'ils ont plus de chances de durer plus de 15 ans. Nous savons que, par exemple, au Kosovo, des femmes comme Edita Tahiri ont participé au processus de Rambouillet — elle était la seule femme au milieu de cette foule d'hommes sur la photo —, mais ce n'était pas le cas en Bosnie-Herzégovine.

Je tiens à préciser qu'une partie du travail que nous menons, financé par le Canada dans le cadre du Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général, a notamment consisté à organiser une conférence de haut niveau sur les femmes, la paix et la sécurité, afin de rendre hommage à l'héritage laissé par les femmes de ce pays qui, à travers les traumatismes et les épreuves qu'elles ont vécues, ont été les artisanes de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est leur expérience qui a permis de qualifier le viol de crime contre l'humanité.

Ces femmes ont participé très tôt à ce travail. Nous connaissons la situation des femmes en Yougoslavie en matière d'égalité, mais depuis la guerre, avec le syndrome de stress post-traumatique et tous les problèmes qui découlent d'un conflit, la participation politique des femmes stagne. Elle est même en baisse.

• (1710)

**L'hon. Michael Chong:** Merci beaucoup.

**Jo-Anne Bishop:** D'accord. J'espère que nous aurons l'occasion d'approfondir le sujet plus tard.

**L'hon. Michael Chong:** Merci beaucoup.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être des nôtres.

Madame Bishop, je vais vous laisser continuer, car vous étiez sur une belle lancée. Ce que vous disiez m'intéressait aussi.

[Traduction]

**Jo-Anne Bishop:** Je pense que je parlais de ce que le Canada peut faire pour soutenir ce programme. Ce qui est très important... Le Canada a beaucoup agi par le passé, et je tiens à souligner que, lorsque j'ai évoqué les victimes de violences sexuelles liées aux conflits, le Canada figurait en effet parmi les premiers donateurs d'un programme destiné à venir en aide à ces victimes. C'était il y a environ 10 ans. Aujourd'hui, grâce à la contribution du Canada au Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations unies, celui-ci soutient un certain nombre d'initiatives de consolidation de la paix à travers le monde, mais la Bosnie-Herzégovine reste l'un des rares pays d'Europe et d'Asie centrale à bénéficier d'un financement spécifique. Le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations unies a débloqué 20 millions de dollars d'investissements en Bosnie-Herzégovine. Le Canada est le quatrième contributeur de ce fonds.

De nombreux travaux sont menés dans le cadre de ce fonds. Le programme le plus important financé par ce fonds concerne les femmes, la paix et la sécurité. Ce programme, doté de cinq millions de dollars, prendra fin prochainement, au début de l'année 2027. Son incidence est considérable. Face aux difficultés rencontrées avec les autorités, voire parfois au rejet de celles-ci — comme en

témoigne notamment le plan d'action national relatif à la résolution 1325, qui n'a toujours pas été adopté —, les efforts locaux de consolidation de la paix et la participation des femmes au renforcement de la confiance entre les communautés ont une incidence considérable. L'histoire nous l'a montré: bien souvent, les femmes savent très bien s'attaquer aux discours qui divisent, rassembler les communautés et faire véritablement progresser la cohésion sociale au sein de celles-ci.

Nous apportons désormais notre soutien, notamment grâce au Fonds pour la consolidation de la paix... J'ai rencontré aujourd'hui 20 organismes locaux de femmes issues des régions les plus reculées de Bosnie-Herzégovine, dont certains n'ont jamais reçu de financement auparavant, et qui lancent désormais des initiatives similaires au sein de leurs communautés. Ces activités visent à répondre aux besoins non satisfaits des victimes de violences sexuelles liées au conflit et à favoriser l'instauration d'un climat de confiance entre des communautés qui peinent encore à dialoguer et à coopérer, et qui doivent composer avec la désinformation et les fausses informations.

Il est vraiment essentiel, à ce stade, de maintenir le financement des actions en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, ainsi que des programmes comme celui-ci; j'ajouterais également le Fonds Elsie à cette liste.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Madame Bishop, je suis très heureux que vous nous ayez informés de ça. Par contre, depuis l'arrivée du nouveau gouvernement canadien, une nouvelle tangente a été prise en matière de financement de certains programmes d'aide internationale. Il y a eu de grosses coupes dans le premier budget du premier ministre Carney. Cela suit un peu la tangente de ce qu'on voit à propos de l'Agence américaine pour le développement international, ou USAID, ou en Europe.

En ce moment, il y a une espèce de coupe dans les enveloppes budgétaires destinées au développement international. C'est souvent lié au fait qu'on veut dépenser davantage en défense. Par une espèce de drôle de rhétorique, on lie ça aux enveloppes destinées à l'aide internationale, alors que ça devrait être considéré comme deux choses complètement séparées.

On voit ce qui est en train de se passer au Canada. On n'est pas les seuls à le faire, mais, malheureusement, on le fait aussi. Une des premières questions qui a été posée au premier ministre était de savoir si le Canada allait continuer sa politique féministe à l'international. Il a dit que ce n'était plus le cas.

Ne devrions-nous pas nous inquiéter à ce sujet? Ne faudrait-il pas tirer une certaine sonnette d'alarme?

Il faut faire part au nouveau gouvernement en place à Ottawa des inquiétudes provenant non seulement de vos organisations, mais aussi des organisations locales qui ont peut-être moins de moyens, mais qui sont peut-être plus touchées par ce genre de politique.

[Traduction]

**Jo-Anne Bishop:** Il s'agit d'un problème mondial. Partout, les ressources financières s'amenuisent, en particulier en Bosnie-Herzégovine. Étant donné qu'il s'agit d'un pays à revenu intermédiaire dont la situation est très complexe, il nécessite encore des investissements dans tous les domaines dont vous parlez.

Les investissements, y compris ceux destinés au Fonds pour la consolidation de la paix, ont diminué. Si l'on examine la contribution du Canada année après année, on constate qu'elle a diminué, mais c'est le cas pour pratiquement tous les gouvernements en raison de l'évolution de la situation mondiale, de la guerre en Ukraine et, j'ajouterais, du recul observé en matière d'égalité entre les sexes. Bon nombre de nos donateurs habituels, qui soutenaient auparavant l'égalité entre les sexes, les femmes, la paix et la sécurité, ne soutiennent plus ces causes aujourd'hui, et ils sont nombreux.

Il va sans dire que les répercussions se font sentir sur les fonds internationaux et le financement des organisations de femmes, des défenseurs des droits des femmes, etc.

• (1715)

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Vous dites que c'est un problème mondial et que le Canada suit un peu cette tangente. On s'entend pour dire que le Canada n'est ni une puissance militaire ni une puissance économique mondiale. Par contre, il a un historique en matière de défense des droits de la personne. C'est un indépendantiste québécois qui vous le dit. On n'a qu'à penser à Brian Mulroney par rapport à l'apartheid en Afrique du Sud ou à Lester B. Pearson par rapport aux Casques bleus, pour donner l'exemple d'un libéral, par souci d'équité. Il y a donc eu un historique en matière de défense des droits de la personne.

Justement, au moment où tout le monde est en train de réduire ces enveloppes, le Canada ne devrait-il pas saisir cette occasion?

Plutôt que de suivre cette tangente, le Canada ne pourrait-il pas émerger comme un leader et dire qu'il va aller contre cette vague, qui est en train d'avoir des conséquences graves sur le terrain, notamment dans des endroits comme les Balkans?

[Traduction]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Veuillez répondre très brièvement, s'il vous plaît.

**Jo-Anne Bishop:** J'ajouterais que le Canada a joué un rôle de premier plan en ce qui concerne les femmes, la paix et la sécurité, ce qui est reconnu à l'échelle mondiale. La question de la réduction du financement a une incidence considérable sur les organisations féminines dans toute une série de domaines. Il incombe aux gouvernements qui réduisent le financement — pas tous les gouvernements, bien entendu, puisque certains augmentent en réalité le financement, quoiqu'ils soient peu nombreux — de compenser cette baisse. Par ailleurs, les autres gouvernements doivent continuer à se mobiliser pour soutenir ces organisations en cette période critique.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

Monsieur Aboultaif, vous avez cinq minutes.

**Ziad Aboultaif:** Merci, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue à toutes les personnes qui témoignent aujourd'hui devant notre comité.

La présence russe dans la région des Balkans est, d'une manière générale, ancrée dans l'histoire. Les liens y sont nombreux, que ce soit sur le plan de la culture, de l'économie, de la sécurité ou autre.

Monsieur Mujanovic, pourriez-vous nous donner un aperçu des 10 dernières années et du rôle de la Russie dans cette région? La Chine est une puissance économique supérieure, et il semble qu'elle

soit également très impliquée dans cette région. Je pense qu'un tel aperçu serait utile à cette étude.

**Jasmin Mujanović:** Je sais que nous disposons de très peu de temps. Je me contenterai donc de dire que je serais ravi de remettre une note au greffier contenant des précisions supplémentaires sur bon nombre de ces questions.

La présence russe dans les Balkans occidentaux depuis 2014 — c'est-à-dire depuis la première invasion de l'Ukraine — s'est considérablement renforcée. La Russie dispose d'un réseau de renseignement très sophistiqué sur le terrain. Hier encore, nous avons appris du Monténégro que les autorités monténégrines avaient refoulé plusieurs dizaines de ressortissants serbes soupçonnés d'être directement liés à la fois aux services de renseignement serbes et russes, et qu'ils avaient été envoyés dans le cadre de ce qui s'apparentait essentiellement à une mission visant à perturber un sommet.

Nous savons que des ressortissants serbes ont été formés par les services de renseignement russes. Nous savons que des ressortissants russes ont été formés en Serbie. Il existe des liens très étroits entre les autorités sécessionnistes de Bosnie et la Russie. M. Dodik, comme je l'ai dit, se trouve actuellement à Saint-Petersbourg, en ce moment même, pour la troisième fois en moins d'un mois et demi. Ils ont de l'influence en Serbie, au Monténégro et en Macédoine du Nord. Il s'agit d'une opération politique et de renseignement très sophistiquée sur le terrain.

La raison pour laquelle ils agissent ainsi — et c'est sur ce point que je terminerai mon intervention —, c'est qu'ils considèrent que les Balkans occidentaux constituent un deuxième front potentiel contre l'OTAN en Europe. Le premier front, c'est l'Ukraine, et le deuxième front, c'est cette région.

**Ziad Aboultaif:** Le Canada entretient d'excellentes relations dans la région depuis l'époque où le général MacKenzie commandait les forces armées, et son rôle dans l'instauration de la paix dans cette région a été déterminant. Ce legs perdure, mais nous n'avons plus la même influence en raison des changements en cours et de l'attitude agressive d'acteurs comme la Russie et la Chine.

S'il y a bien une chose dont le Canada dispose, c'est l'énergie. Nous savons que le gaz naturel liquéfié pourrait constituer un atout qui nous permettrait, dans l'immédiat, d'exercer une influence dans la région, de concurrencer l'offre russe et de mettre cette dernière en difficulté sur place. Je sais que vous avez abordé ce sujet dans l'un de vos articles. Faute de temps, je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre ces propos ou ces travaux de recherche au Comité. Ce serait formidable de pouvoir les intégrer au rapport.

Il me reste une minute et demie. Pourriez-vous nous donner votre avis là-dessus, et nous verrons pour la suite?

• (1720)

**Jasmin Mujanović:** Oui, je ne manquerai pas de remettre tous ces documents au greffier.

Il s'agit d'une région qui est en train de se libérer de sa dépendance au gaz russe. Cela s'explique par les exigences de l'Union européenne. Les Américains sont intervenus en déclarant vouloir devenir le principal fournisseur de gaz naturel liquéfié, non seulement pour les Balkans occidentaux, mais aussi, pour l'essentiel, pour toute l'Europe de l'Est. Malheureusement, la manière dont cela se déroule manque cruellement de transparence et s'avère très discutable. On peut en effet se demander si certaines de ces prétendues entreprises — je dis « prétendues », car il s'agit essentiellement de sociétés fictives — n'entretiennent pas elles-mêmes des liens avec d'autres personnages peu recommandables. Disons-le simplement ainsi.

Pour le Canada, qui est un producteur majeur de gaz naturel liquéfié et qui s'emploie actuellement à redynamiser ses relations avec l'ensemble des pays européens, les Balkans occidentaux constituent une destination tout à fait logique pour les entreprises et l'industrie canadiennes souhaitant y développer leurs activités. Je ne vais pas vous dire que les Balkans occidentaux sont le plus grand marché du monde — ce n'est pas le cas —, mais ils représentent un marché important. C'est un marché dont l'importance ne manquera pas de croître grâce à des investissements crédibles et transparents.

Je pense qu'il est tout à fait logique que les entreprises canadiennes tentent, avec le soutien du gouvernement canadien, de soumissionner pour certains de ces projets qui voient le jour en Bosnie-Herzégovine, en Albanie, en Macédoine du Nord et ailleurs.

**Ziad Aboultaif:** Que doit faire le Canada à cet égard? Nous ne voulons pas être un sous-traitant, mais un maître d'œuvre. Nous voulons être ceux qui leur fournissent directement les produits. Que devrait faire le gouvernement canadien pour permettre aux entreprises canadiennes de bénéficier d'un tel avantage concurrentiel?

**Jasmin Mujanović:** Avant toute chose, il faut en faire une priorité stratégique. Il faut ensuite concrétiser cette priorité au moyen d'un engagement diplomatique de haut niveau. J'ai déjà évoqué le fait que l'absence d'ambassades constituait un problème majeur. Il s'agit ensuite d'entamer un véritable dialogue avec ces gouvernements locaux pour leur expliquer ce que le Canada peut leur apporter en matière de construction de pipelines et d'approvisionnement en matières premières, qu'il s'agisse de gaz naturel liquéfié ou d'autres produits.

L'autre point important à souligner, c'est que cette région a récemment été reconnue comme recelant des réserves assez importantes de minéraux critiques bruts. L'industrie minière canadienne pourrait, en toute logique, être intéressée par une collaboration visant à aider cette région à renforcer ses capacités. Bien entendu, cela rejoint les intérêts euro-atlantiques à long terme de la région. En ce sens, les synergies sont évidentes, mais il faut que le Canada s'engage dans ce dossier.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

Monsieur Zuberi, vous avez la parole.

**Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.):** Merci aux témoins d'être ici aujourd'hui.

Je vais commencer par M. Mujanovic. Je suis vraiment ravi de vous voir ici et d'entendre votre témoignage.

Nous avons entendu aujourd'hui de nombreux témoignages très intéressants et beaucoup d'observations sur l'importance de cette région. Je tiens à rappeler qu'à une certaine époque, le Canada avait déployé beaucoup de militaires dans la région des Balkans occiden-

taux. Il y en avait 40 000, dont 23 ont trouvé la mort. Nous nous sommes fortement investis dans cette région. Nous discutons aujourd'hui de ce que nous pouvons faire pour nous tourner vers l'avenir.

On a évoqué les États-Unis. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur l'approche étatsunienne et sur la manière dont elle a évolué ces dernières années? Pourriez-vous nous en parler un peu?

**Jasmin Mujanović:** Je pense que la façon la plus simple de décrire la situation, c'est de dire qu'il y a d'une part la politique officielle des États-Unis, et, d'autre part, ce que les observateurs constatent sur le terrain. Il existe un décalage majeur entre les deux.

Il y a quelques mois, le Congrès américain a adopté une loi très importante intitulée Western Balkans Democracy and Prosperity Act, qui lui a donné des moyens bien plus étendus pour exercer un contrôle sur les activités du Département d'État et de l'administration.

Le premier de ces rapports nous a été transmis il y a quelques jours à peine, et l'audition menée ces deux derniers jours par le secrétaire Rubio nous a également donné une idée de la politique menée par l'administration. Encore là, le problème réside dans le fait qu'il y a un décalage entre les déclarations de l'administration et ce que nous constatons sur le terrain.

De toute évidence, le changement de politique le plus marquant a été l'allègement des sanctions prises à l'encontre de M. Dodik et des autorités sécessionnistes de Bosnie-Herzégovine. Nous avons également assisté à ce que j'appellerais une sorte de sous-traitance de la politique étatsunienne. J'ai évoqué cette société, constituée dans le Wyoming il y a quelques mois, qui a été directement constituée selon le droit bosniaque. C'est elle qui est maintenant censée construire le pipeline. Or, elle ne dispose d'aucun financement connu, et ses dirigeants sont directement liés à certaines personnalités politiques de haut rang.

• (1725)

**Sameer Zuberi:** Que pouvons-nous faire ici, au Canada, pour contribuer à améliorer notre situation?

**Jasmin Mujanović:** Je pense qu'il y a deux choses que nous puissions faire.

Il faut que le Canada assure une coordination avec ses alliés européens et britanniques. C'est ce à quoi nous assistons actuellement. Les Européens tentent en effet de mettre en place une politique régionale distincte, à laquelle les États-Unis s'opposent. Nous en sommes témoins en ce moment même avec la tentative de nomination d'un nouveau haut-représentant en Bosnie. C'est le premier point.

Le deuxième, comme nous l'avons évoqué il y a quelques minutes, c'est que le Canada a bel et bien des intérêts propres dans la région. Il ne s'agit pas seulement de la présence d'importantes communautés de la diaspora des Balkans occidentaux qui ont réalisé des investissements économiques significatifs dans la région et qui seraient intéressées par un engagement accru du Canada. Il s'agit également d'un marché potentiel pour les entreprises énergétiques et les entreprises de construction canadiennes. Je tiens également à mettre particulièrement en avant la production canadienne dans le domaine de la défense. Roshel, un fabricant de véhicules blindés de transport de troupes basé en Ontario, si je ne me trompe pas, fournit de tels véhicules à plusieurs administrations locales. Des presses industrielles canadiennes sont vendues dans la région pour aider les fabricants de munitions à se lancer. C'est un domaine dans lequel le Canada peut faire beaucoup plus.

**Sameer Zuberi:** Merci.

Je vais maintenant passer à Mme Bishop.

J'ai vraiment aimé vos propos et découvrir comment vous avez collaboré avec ma collègue, Mme Vandenberg, avec qui je travaille depuis plusieurs années maintenant et qui m'a beaucoup appris.

J'ai retenu un élément que vous avez évoqué dans votre témoignage. Vous avez dit que les investissements ciblés en faveur de la consolidation de la paix étaient importants. Y en a-t-il en particulier dont vous souhaiteriez nous parler davantage?

**Jo-Anne Bishop:** L'un des principaux, c'est le Fonds pour la consolidation de la paix. Il s'agit d'un fonds commun de grande envergure placé sous l'autorité du secrétaire général.

Je pense qu'il faut maintenir les investissements dans ce fonds et continuer à donner la priorité aux Balkans occidentaux... Alors que les ressources diminuent, la question se pose de savoir où investir ces fonds de consolidation de la paix, dont le montant ne cesse de baisser au sein de l'ONU, d'autant plus que d'autres pays sont également en proie à des conflits ou à la guerre.

Je pense qu'il est important de présenter des arguments en faveur de la poursuite des investissements en Bosnie-Herzégovine...

**Sameer Zuberi:** Tout à fait, et vous avez évoqué le financement pluriannuel.

C'est plutôt fondamental, n'est-ce pas?

**Jo-Anne Bishop:** Oui. C'est vraiment fondamental, car on a souvent tendance à privilégier les approches par projet, et nous savons que celles-ci ne favorisent pas des changements à l'échelle du système. Elles se recourent souvent.

**Sameer Zuberi:** C'est certain.

Pour en revenir à votre parcours personnel, Mme Vandenberg racontait son expérience au sein du Programme de stages internationaux pour les jeunes, auquel vous avez toutes les deux participé. Quelle importance cela a-t-il eu pour vous, personnellement, dans votre parcours actuel, par rapport à ce que vous faites aujourd'hui, si l'on imagine que ce programme n'avait pas existé?

**Jo-Anne Bishop:** S'il n'avait pas existé, je ne serais pas là où j'en suis aujourd'hui.

**Sameer Zuberi:** Merci.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, monsieur Zuberi.

Nous remercions tous les témoins de s'être présentés devant nous aujourd'hui. Vos témoignages ont été très utiles, et je suis convaincu qu'ils seront pris en compte dans la suite de notre étude.

Mesdames et messieurs les membres du comité, merci beaucoup de vos interventions et de vos questions.

Sans plus tarder, la séance est levée.





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>